



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



*Monuments historiques
Sites protégés—Archite
Musées—Archéologie—*

*Archives—Patrimo
scientifique—Pat
naturel—Patrimo
industriel—Patrim
culturel immatériel
patrimoine urbain—
paysager—Objets
d'art—Art contem
Monuments histor*

**Les entretiens
du patrimoine
28—29—
30 nov. 2023**



PROGRAMME

www.culture.gouv.fr

**RESTAURER LE PATRIMOINE
AU XXI^E SIÈCLE**

Les Entretiens du patrimoine

« Restaurer le patrimoine au XXI^e siècle »

28, 29 et 30 novembre 2023

Crédits photographiques :

- *La Belle Ferronnière* (Louvre) en analyse par fluorescence X.
© Philippe Dureuil, 2015.
- Cathédrale Sainte-Bénigne, Dijon.
© Gauthier Roxanne, 2021.

SOMMAIRE

Présentation générale	5
Programme.....	8
Biographies et résumés.....	17
SESSION 1 – Quelles évolutions des principes et pratiques de la restauration ?	17
SESSION 2 – Restaurer : quelles réponses à l'évolution des usages ?	22
SESSION 3 –Matériaux, techniques et savoir-faire : des approches évolutives ?	26
SESSION 4 – Quelle place de la conservation-restauration dans la double transition écologique et numérique ?	33
Bibliographie de référence.....	41

Présentation générale

Les Entretiens du patrimoine

« Restaurer le patrimoine au XXI^e siècle »

28, 29 et 30 novembre 2023

Musée du quai Branly-Jacques Chirac
Théâtre Claude Lévi-Strauss // 37, quai Branly // 75007 Paris

La direction générale des Patrimoines et de l'Architecture du ministère de la Culture renoue avec une tradition remontant à 1988 et interrompue en 2013, en organisant les 28, 29 et 30 novembre 2023 les Entretiens du patrimoine, une rencontre qui donne l'opportunité à l'ensemble des acteurs du secteur (architectes, conservateurs, restaurateurs, chercheurs, entreprises, associations, etc.) de débattre d'une question située au cœur de leurs activités.

La conservation et la restauration du patrimoine culturel, tous domaines confondus (matériel, immatériel, numérique et naturel), ont connu d'importantes évolutions depuis la Seconde Guerre mondiale et la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. En 1964, la Charte de Venise, axée sur le patrimoine monumental, mais dont bien des points peuvent s'appliquer plus largement à d'autres secteurs patrimoniaux, eut l'ambition d'en formaliser les principes pour constituer un cadre de niveau européen, sinon international. D'autres documents internationaux, telle la Charte de Florence sur la restauration des jardins historiques (1982), l'ont depuis précisée et complétée.

L'élaboration et la mise en œuvre par l'Unesco de la Convention sur le patrimoine mondial de 1972, qui réunit dans un même document protection de la nature et préservation du patrimoine culturel, complétée en 1982 par la déclaration de Budapest invitant à mieux associer les citoyens ou « communautés » à la préservation du patrimoine culturel, puis la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 ouvrant notamment la voie à de nouvelles politiques de patrimonialisation des pratiques sociales et savoir-faire hérités du passé, ont entraîné d'importantes évolutions au niveau mondial.

Aujourd'hui, la double révolution verte et numérique, avec ses conséquences politiques, économiques et sociétales, bouleverse les pratiques.

Durant ces trois journées, il sera proposé, à la lumière de ces évolutions, de faire le point sur les pratiques actuelles en matière de conservation et de restauration et d'envisager les évolutions qui apparaîtront nécessaires. Comment contribuent-elles à faire des éléments matériels et immatériels hérités du passé des ressources d'avenir en leur donnant une nouvelle vie? Quelles techniques, quels matériaux sont mis en œuvre à cet effet? En quoi la préservation, la restauration du patrimoine évoluent-elles face aux effets présents et futurs du changement climatique? Quelle place pour le patrimoine dans la transition écologique?

Les interventions qui ponctueront ces trois journées n'ont pas la prétention de couvrir l'ensemble de ce vaste sujet, mais ont pour objectif d'ouvrir le débat et de dessiner des perspectives, à la lumière notamment d'exemples concrets et de retours d'expérience, ainsi que du témoignage d'experts étrangers.

Elles sont organisées en quatre sessions thématiques :

Session 1 – Quelles évolutions des principes et des pratiques de la restauration ?

En guise d'ouverture et pour une mise en perspective historique du sujet, cette première session retracera les grandes étapes de l'évolution des pratiques, posera la question de la doctrine dans un contexte globalisé et évoquera l'apparition de nouveaux acteurs, de nouveaux modes de pensée et d'action.

Session 2 – Restaurer : quelles réponses à l'évolution des usages ?

La conservation, la restauration, la préservation ne prennent tout leur sens qu'au regard de la valeur d'usage que le bien culturel protégé remplit pour la société, de son statut, de son rôle dans l'espace contemporain pour lequel, hérité du passé, il n'a pas été conçu. C'est lui assurer ainsi un avenir en lui maintenant ou en lui restituant une raison d'être.

Cet usage peut être de nature très diverse selon l'élément (matériel, immatériel, numérique ; site, jardin, édifice, objet) et selon sa destination future (conservation *in situ* ou dans un musée, un service d'archives, accessible ou inaccessible au public, adaptation à de nouveaux usages ou réadaptation à son usage initial, etc.).

Ces données conditionnent fortement le cahier des charges des opérations et les choix opérés pour les interventions, qui pourront aller de la seule conservation préventive à des interventions plus lourdes visant à la restitution de parties manquantes, voire à l'ajout d'apports contemporains.

Session 3 – Matériaux, techniques et savoir-faire : des approches évolutives ?

Les doctrines et principes de la restauration sont conditionnés sur le terrain par la nature et la mise en œuvre des matériaux des objets sur lesquels portent les interventions. Certains objets patrimoniaux, à l'origine conçus comme des œuvres éphémères, sont des cas d'école particulièrement intéressants à examiner de ce point de vue. D'autres sont constitués de matériaux non pérennes qu'il s'agit de stabiliser ou, à défaut, auxquels il faut trouver des substituts, au risque de trahir l'œuvre.

Ces approches et les solutions mises en œuvre ont connu des évolutions pouvant être spécifiques à certains domaines, par exemple celui du textile, constitué d'objets particulièrement fragiles.

Session 4 – Quelle place de la conservation-restauration dans la double transition écologique et numérique ?

Comme tous les domaines, celui de la conservation-restauration du patrimoine est bouleversé par la double révolution verte et numérique. En quoi cette dernière peut-elle être une chance pour le patrimoine culturel ? Comment les données produites par les différents acteurs du patrimoine – professionnels, chercheurs, citoyens – ainsi que le recours à l'imagerie numérique peuvent-ils être aujourd'hui mis au service des interventions ?

La transition verte interroge la place du patrimoine dans les politiques énergétiques et de développement durable, notamment sous l'angle de la restauration. L'inflation législative et réglementaire résultant de ces politiques, de même que les objectifs fixés posent la question de leur compatibilité avec une bonne conservation et restauration du patrimoine culturel. Cela est spécialement vrai pour le patrimoine bâti ancien comme pour celui du ^{xx}e siècle.

Les menaces générées par le réchauffement climatique nous invitent à repenser les approches et les modes d'intervention, notamment le rapport entre patrimoine culturel et nature.

Programme

Mardi 28 novembre 2023

8 h 30 – 9 h **ACCUEIL DES PARTICIPANTS**

9 h – 9 h 45 **INTRODUCTION**

SESSION 1 – Quelles évolutions des principes et pratiques de la restauration ?

Présidente de séance : **Marie-Anne Sire**, inspectrice des patrimoines, collègue Monuments historiques, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

9 h 50 – 10 h 20 **« Genèse et évolution du cadre juridique : la pluralité des registres normatifs »**

- **Marie Cornu**, juriste et directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique, spécialiste du droit des biens culturels

10 h 20 – 10 h 50 **« Les grandes étapes de l'évolution des pratiques de restauration patrimoniale »**

- **Olivier Poisson**, inspecteur général des patrimoines honoraire des monuments historiques

10 h 50 – 11 h 10 **PAUSE**

11 h 10 – 11 h 40 **« Évolution des pratiques de restauration du patrimoine urbain et paysager, en lien avec l'évolution des législations »**

- **Pascal Planchet**, professeur de droit public à l'université Lumière Lyon-II

11 h 40 – 13 h 10 TABLE RONDE

« Regards croisés sur la notion d'authenticité dans les pratiques de restauration »

Modération : **Simon Texier**, secrétaire général de la Commission du Vieux Paris

- **Cécile Duvelle**, consultante, auparavant cheffe de la section du patrimoine culturel immatériel à l'Unesco
- **Riccardo Giordano**, architecte en chef des monuments historiques
- **Toshiyuki Kono**, professeur émérite de droit international privé à l'université de Kyushu (Japon)
- **Adeline Rabaté**, directrice de la Conservation des monuments et des collections, Centre des monuments nationaux

13 h 10 – 14 h 30 DÉJEUNER LIBRE

14 h 30 – 15 h « Application des chartes au contexte africain. Le patrimoine mondial a-t-il figé des monuments évolutifs ? »

- **Régis Martin**, président de la Compagnie des architectes en chef des monuments historiques

15 h – 15 h 40 « D'une réforme à l'autre : la place nouvelle des maîtres d'ouvrage dans la chaîne patrimoniale »

- **Anne Embs**, cheffe de la Conservation régionale des monuments historiques de la DRAC Centre-Val de Loire
- **Albéric de Montgolfier**, sénateur d'Eure-et-Loir et vice-président de la Commission des finances du Sénat

15 h 40 – 16 h PAUSE

SESSION 2 – Restaurer : quelles réponses à l'évolution des usages ?

Présidente de séance : **Catherine Chevillot**, directrice de la Cité de l'architecture & du patrimoine

16 h 15 – 16 h 45 « Quel état de référence ? La salle de bal à Fontainebleau »

- **Vincent Cochet**, conservateur en chef du patrimoine, château de Fontainebleau

16 h 45 – 18 h 15 TABLE RONDE

« Objets mobiliers qui servent, qui jouent, qui flottent ou qui naviguent... La conservation et la restauration à l'épreuve de l'usage »

Modération : **Judith Kagan**, conservatrice générale du patrimoine, cheffe du bureau de l'Expertise et des Métiers, sous-direction des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

- **Manuel Lalanne**, conservateur du patrimoine, DRAC Nouvelle-Aquitaine
- **Hélène Lebedel-Carbonnel**, inspectrice des patrimoines, collègue Monuments historiques, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture
- **Christian Lutz**, expert organologue, technicien-conseil pour les orgues auprès des Monuments historiques
- **Åsa Tillman**, responsable technique du théâtre du château de Drottningholm (Suède)

Mercredi 29 novembre 2023

9 h – 10 h 30 TABLE RONDE

« La restauration des monuments au regard de leurs usages »

Modération : **Pascal Mignerey**, chef de la délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

- **Anne-Laure Garaños**, directrice scientifique du musée des Arts décoratifs de l'océan Indien
- **Séverine Lepape**, directrice du musée de Cluny – musée national du Moyen Âge
- **Sophie Masse**, architecte urbaniste de l'État, adjointe au délégué ministériel à l'encadrement supérieur, secrétariat général, ministère de la Culture
- **Didier Repellin**, inspecteur général honoraire des monuments historiques, architecte en chef honoraire des monuments historiques

10 h 30 – 10 h 45 PAUSE

10 h 45 – 11 h 25 « Doit-on restituer pour assurer la lisibilité et la conservation d'un site archéologique ? Le temple de Mercure au Puy-de-Dôme et le quartier El Born à Barcelone, deux partis de présentation aux publics »

- **Jean-Olivier Guilhot**, inspecteur des patrimoines, collègue Archéologie, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture
- **Marc Aureli Santos Ruiz**, architecte, coordinateur de projets au sein du département de la Culture, de l'Éducation et des Sports de la ville de Barcelone

SESSION 3 – Matériaux, techniques et savoir-faire : des approches évolutives ?

Président de séance : **Michel Goutal**, architecte en chef des monuments historiques

11 h 35 – 13 h 15 TABLE RONDE

« Tradition, innovation, développement durable : quels matériaux et quelles techniques pour la conservation-restauration des biens culturels demain ? »

Modération : **Isabelle Pallot-Frossard**, conservatrice générale du patrimoine, présidente de la Fondation des Sciences du Patrimoine

- **Yveline Huguet**, conservatrice-restauratrice de collections d'ethnographie et d'histoire naturelle, consultante en conservation préventive
- **Éleonore Kissel**, conservatrice-restauratrice, responsable du pôle Conservation-Restauration au musée du quai Branly-Jacques Chirac
- **Olivier Morel**, restaurateur d'objets d'art, spécialité métal

- **Bertrand Sainte-Marthe**, conservateur-restaurateur, responsable de l'atelier de restauration, reliure et dorure aux Archives nationales
- **Klaas Jan van den Berg**, scientifique en chef à l'Agence du patrimoine culturel des Pays-Bas et professeur à l'université d'Amsterdam, spécialisé dans la science de la conservation et de la restauration des peintures

13 h 15 – 14 h 30 DÉJEUNER LIBRE

14 h 30 – 15 h « Les défis de la restauration des bétons »

- **Elisabeth Marie-Victoire**, ingénieure de recherche, responsable du pôle Béton au Laboratoire de recherche des monuments historiques

15 h – 15 h 30 « L'évolution des pratiques en conservation-restauration des textiles »

- **Patricia dal-Prà**, conservatrice-restauratrice, responsable de l'atelier d'enseignements de la spécialité Arts textiles au département des restaurateurs, Institut national du patrimoine

15 h 30 – 15 h 45 PAUSE

15 h 45 – 17 h 15 TABLE RONDE « La conservation des biens culturels éphémères ou sujets à l'obsolescence technique »

Modération : **Gilles Barabant**, responsable de la filière Art contemporain au département Restauration, Centre de recherche et de restauration des Musées de France

- **Cécile Dazord**, conservatrice du patrimoine, chargée des problématiques conservatoires spécifiques à l'art contemporain au département Recherche du C2RMF de 2012 à 2019
- **Lucile Dessennes**, conservatrice-restauratrice de documents graphiques, Bibliothèque nationale de France
- **Pierre-Antoine Gatier**, architecte en chef des monuments historiques, inspecteur général des monuments historiques
- **Isabelle Scappazzoni**, conservatrice-restauratrice de livres et documents graphiques aux Archives nationales, expert technique à la Fédération nationale des experts spécialisés en art

17 h 15 – 17 h 45 « La participation des communautés à la restauration du patrimoine : le musée du Compagnonnage »

- **Virginie Tostain**, directrice du musée du Compagnonnage

17 h 45 – 18 h 15 « Vers la patrimonialisation des pratiques et savoir-faire en conservation-restauration ? »

- **Isabelle Chave**, sous-directrice des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

9 h

SESSION 4 – Quelle place de la conservation-restauration dans la double transition écologique et numérique ?

Président de séance: **Christophe Amsler**, architecte, Lausanne

9 h 20 – 9 h 50 « Réflexions sur la conservation des jardins patrimoniaux face au dérèglement climatique et à la perte de la biodiversité »

- **Jean-Michel Sainsard**, chargé de mission expertise parc et jardins, bureau de l'Expertise et des Métiers, sous-direction des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

9 h 50 – 10 h 20 « Le patrimoine littoral face à l'évolution du trait de côte: réflexions, expérimentations et perspectives »

- **Virginie Serna**, conservatrice générale à la mission de l'Inventaire général du patrimoine culturel, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

10 h 20 – 10 h 40 PAUSE

10 h 40 – 12 h 10 TABLE RONDE

« Habiter un monde fini: impact et opportunités de la transition écologique sur l'aménagement du cadre de vie »

Modération: **Emmanuel Nebout**, architecte-conseil de l'État

- **Anna Chavepayre**, architecte, cofondatrice associée du collectif Encore
- **Fabienne Couvert**, directrice déléguée Architecture, agence AREP
- **Maël de Quelen**, architecte en chef des monuments historiques
- **Gabriel Turquet de Beauregard**, architecte des bâtiments de France, chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Maine-et-Loire

12 h 10 – 12 h 50 « Enjeux contemporains des transitions écologique et numérique au service de la restauration »

- **Ann Bourgès**, ingénieure de recherche, responsable adjoint du groupe Objet, département Recherche, Centre de recherche et de restauration des Musées de France

- **Geneviève Pinçon**, responsable du Centre national de préhistoire, bureau de la Politique nationale des grottes ornées et des sites d'art rupestre

12 h 50 – 14 h

DÉJEUNER LIBRE

14 h – 14 h 30

« Entre poussière et pixel : conserver et numériser aux Archives nationales »

- **Ludivine Leroy-Banti**, restauratrice de documents graphiques aux Archives nationales

14 h 30 – 16 h

TABLE RONDE

« Mobiliser les données de la recherche : Notre-Dame, un système d'information "monumental" »

Modération : **Pascal Liévaux**, chef du département de la Recherche, de la Valorisation et du Patrimoine culturel immatériel, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

- **Philippe Dillmann**, directeur de recherche à l'Institut de recherche sur les archéomatériaux, responsable du Laboratoire archéomatériaux et prévision de l'altération au CEA Paris-Saclay
- **Rémi Fromont**, architecte en chef des monuments historiques
- **Livio de Luca**, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, directeur de l'UMR CNRS/MCC MAP (Modèles et simulations pour l'architecture et le patrimoine)
- **Aline Magnien**, conservatrice du patrimoine, ex-directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques

16 h – 16 h 15

PAUSE

16 h 15 – 17 h 45

TABLE RONDE

« Changer notre regard sur la restauration : renaturer la culture, reculturer la nature »

Modération : **Vania Virgili**, directrice de la recherche technologique, Consiglio Nazionale delle Ricerche, Istituto di Scienze del Patrimonio Culturale, Rome

- **Marie-Jeanne Jouveau**, architecte et urbaniste du patrimoine, agence Capla
- **Roch Payet**, consultant en conservation préventive
- **Bruno Phalip**, professeur émérite, université Clermont Auvergne
- **Heather Viles**, professeur en biogéomorphologie et en conservation du patrimoine, School of Geography and the Environment, université d'Oxford

17 h 45 – 18 h CONCLUSION

Marie-Anne Sire, inspectrice des patrimoines, collègue Monuments historiques, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Catherine Chevillot, directrice de la Cité de l'architecture & du patrimoine

Michel Goutal, architecte en chef des monuments historiques

Christophe Amsler, architecte, Lausanne

Biographies et résumés

Mardi 28 novembre 2023

SESSION 1 – Quelles évolutions des principes et pratiques de la restauration ?

- **Marie-Anne Sire**, présidente de séance

Marie-Anne Sire, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (section Service public) et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne (histoire de l'art et archéologie), a été conservatrice des monuments historiques en Midi-Pyrénées puis en Aquitaine. Entre 1996 et 1999, elle coordonne une mission nationale d'évaluation des collections et des aménagements de trésors d'églises et de cathédrales sur l'ensemble du territoire. Elle est, depuis 2008, inspectrice générale des monuments historiques, chargée des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie, de la Villa Médicis et des Pieux Établissements français à Rome. Elle est membre du conseil scientifique mis en place en 2020 par l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et du Comité d'histoire du ministère de la Culture.

9 h 50 – 10 h 20 « Genèse et évolution du cadre juridique : la pluralité des registres normatifs »

- **Marie Cornu**, juriste et directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique, spécialiste du droit des biens culturels

L'obligation de conservation – la plus chargée juridiquement dans le Code du patrimoine – rayonne dans l'ensemble des ressorts de protection. Quel sens donnent les textes aux actes qui en découlent et aux principes qui les gouvernent ? La relation au droit soulève toute une série de questions : d'abord quand vient le droit – les politiques de restauration sont là avant que ne soient adoptés les premiers textes – mais aussi que fait le droit, où sont ses prises, c'est-à-dire dans quels termes s'opère cette saisie juridique de l'activité de conservation et de restauration ? Les deux sont en étroite intimité. Quelle fonction attendre du droit dans la régulation de cette activité et encore où est le droit ? Travaillant à partir de cette notion-cadre de la conservation-restauration, les textes en délèguent l'interprétation à ceux qui font usage de ce droit (architectes, conservateurs, restaurateurs, historiens d'art sous l'œil de l'administration) et qui au fil de leurs pratiques, donnent corps à ces actes de conservation et de restauration. Ils sont en cela coproducteurs de la norme. Si le droit du patrimoine est un droit de la contrainte, avec son train d'obligations et de sanctions, il n'en reste pas moins que ce droit est aussi fait de cet « infra-droit » qui touche à la substance même de l'acte de restaurer. Il s'agira de comprendre comment se joue cette hybridation du matériau juridique, quelles en sont les forces, les fragilités, les potentialités face aux enjeux contemporains de conservation et de restauration.

Marie Cornu est directrice de recherche au CNRS (Institut des sciences sociales du politique, UMR 7220, ENS Paris Saclay, université Paris-Nanterre). Ses thématiques portent sur le droit de la culture et du patrimoine ainsi que sur les rapports entre langue et droit et plus généralement sur l'évolution des figures de la propriété. Elle est membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture. Elle a coordonné en lien avec plusieurs collègues le projet Mémoloi sur la genèse des textes importants en droit du patrimoine, et a publié plusieurs monographies (sur les monuments historiques, les archives, les musées) ainsi que plusieurs dictionnaires sur le droit comparé et les biens communs.

10 h 20 – 10 h 50 « Les grandes étapes de l'évolution des pratiques de restauration patrimoniale »

- **Olivier Poisson**, inspecteur général des patrimoines honoraire des monuments historiques

Ce n'est sans doute pas avant 1860 qu'Eugène Viollet-le-Duc rédige de façon définitive et publie dans son *Dictionnaire raisonné* l'article « restauration », en prenant bien soin de qualifier la chose de moderne. La pratique du grand restaurateur du XIX^e siècle inaugurait alors, avec d'autres, un champ technique et conceptuel qui est encore, même si les valeurs et les méthodes ont beaucoup changé, le nôtre aujourd'hui. Pourtant, les « restaurations » de monuments peuvent être repérées dans l'histoire depuis bien plus longtemps : l'Antiquité par exemple. Toutes les sociétés se sont livrées, semble-t-il, avec des moyens différents et pour des buts différents, à l'exercice. Cette présentation voudrait replacer la « restauration » – dont le concept est sans doute, au sens strict, obsolète aujourd'hui – dans un cadre plus large et dans les rapports que toute société entretient avec son histoire et son espace.

Olivier Poisson, architecte et historien de l'art, ancien pensionnaire de l'Académie de France à Rome, a fait toute sa carrière au ministère de la Culture de 1980 à 2018. Conservateur puis inspecteur général des monuments historiques, il a suivi un grand nombre de projets et de territoires au fil des années, tant en métropole qu'outre-mer, tout en menant une activité parallèle de chercheur et d'enseignant. Historien de l'architecture ainsi que des restaurations et des idées sur le patrimoine, il est l'auteur de nombreux articles et d'une biographie de Viollet-le-Duc (2014). Il a enseigné ces sujets dans des universités françaises et étrangères et est actuellement chargé de cours à l'École de Chaillot. En outre, il a été de 1999 à 2018 chargé d'une mission de suivi des dossiers français du Patrimoine mondial, ce qui l'a conduit à suivre et à participer à l'élaboration de nombreuses propositions d'inscription. Désormais membre du Comité français du patrimoine mondial, il est aussi membre de l'ICOMOS au sein du conseil exécutif duquel il a été vice-président en 2009. Il est, enfin, membre correspondant de l'Institut d'Estudis Catalans à Barcelone.

11 h 10 – 11 h 40 « Évolution des pratiques de restauration du patrimoine urbain et paysager, en lien avec l'évolution des législations »

- **Pascal Planchet**, professeur de droit public à l'université Lumière Lyon-II

Restaurer le patrimoine urbain, c'est aujourd'hui le rendre plus vivant, parvenir à l'adapter aux réalités contemporaines sans le dénaturer. Le droit peine à répondre à cette injonction. Il n'y est pas insensible, mais avance en ordre dispersé, empruntant une multitude de voies et de nombreux détours. Il hésite aussi beaucoup. Les formes les plus exigeantes de conservation se voient assigner de nouvelles limites. Le recours à la dérogation, revendiqué ou redouté, s'étend sans toujours être bien maîtrisé. De nouveaux chemins normatifs sont explorés non sans risques.

Pascal Planchet est docteur en droit public, agrégé de droit public et professeur à l'université Lumière Lyon-II. Il est également avocat en droit public au barreau d'Annecy. Il possède une expertise reconnue en droit de la protection du patrimoine bâti, en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement. Il a été associé aux travaux du Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (Gridauh) relatifs à l'écriture du plan local d'urbanisme (PLU) sur des thématiques tenant à la forme urbaine et à la préservation du patrimoine bâti. Il a été co-responsable d'un programme de recherches sur le PLU patrimonial financé par l'Agence nationale de la recherche de 2015 à 2019. Il participe régulièrement aux réflexions et formations de l'association Sites et cités remarquables de France. S'il a activement suivi le processus d'élaboration de la loi LCAP et a largement commenté la réforme, il est aujourd'hui aussi acteur de sa mise en œuvre quand il intervient auprès des communes ou des chargés d'étude pour évaluer et suivre à la rédaction des documents de gestion des sites patrimoniaux remarquables.

« Regards croisés sur la notion d'authenticité dans les pratiques de restauration »

La notion d'authenticité est problématique à plusieurs égards. Si l'on se réfère à la Convention du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'Unesco (1972), elle est l'une des exigences qui permettent de définir le patrimoine. À l'opposé de cette conception, la Convention Unesco pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) ne pense le patrimoine que comme un élément vivant, transmis par les générations et en constante évolution. Son authenticité ne peut donc exister, et il n'est considéré comme patrimoine qu'à partir du moment où les communautés qui le pratiquent ou en sont les bénéficiaires le considèrent comme tel. Tout aussi problématique est le rapport entre authenticité et matérialité. Si la préservation d'une charpente ou d'un simple mur constitue un enjeu récurrent, on connaît la propension de certaines cultures à reconstruire des édifices malgré la perte de leur valeur matérielle : priment la forme, l'usage, la technique, la valeur symbolique. Au Japon, l'authenticité matérielle n'en est pas moins importante depuis plusieurs centaines d'années tandis qu'en Europe, dans la restauration de Notre-Dame de Paris, le patrimoine immatériel joue un rôle crucial. Dans les deux cas, on s'attend à ce que les techniques traditionnelles restent inchangées ou très peu. Il convient donc de discuter de la légitimité de la critique d'authenticité par les ethnologues, de se demander si la dichotomie entre la pierre et le bois ou entre l'ouest et l'est est encore pertinente. Ne faut-il pas plutôt insister sur la nécessité d'études comparatives plus minutieuses entre les différentes cultures et pratiques ? À travers une série d'exemples, on questionnera les rapports entre intégrité, authenticité et usages, entre restauration et reconstruction, entre conservation de la forme et de la matière.

- **Modération: Simon Texier**, secrétaire général de la Commission du Vieux Paris

Simon Texier, formé à l'histoire puis à l'histoire de l'art et titulaire d'une habilitation à diriger des recherches en 2009, est depuis 2011 professeur d'histoire de l'art contemporain à l'université de Picardie Jules-Verne (Amiens). Il enseigne également à l'École du Louvre et à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (DSA Architecture et Patrimoine). Ses recherches portent sur l'architecture et l'urbanisme à l'époque contemporaine, notamment à Paris, et ont donné lieu à de nombreux ouvrages et expositions. Depuis 2021, il assure par ailleurs la fonction de secrétaire général de la Commission du Vieux Paris.

- **Cécile Duvelle** consultante, auparavant cheffe de la section du patrimoine culturel immatériel à l'Unesco

Cécile Duvelle, formée en anthropologie sociale et culturelle à l'université Paris-V – René Descartes, a travaillé près de trente années à l'Unesco, où elle a notamment été chargée des questions culturelles au cabinet du directeur général. Elle a étroitement collaboré au processus d'élaboration et de négociation de plusieurs instruments normatifs dans le domaine de la culture, dont la Déclaration universelle de l'Unesco pour la diversité culturelle, la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et la Convention de 2005 pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles. Cheffe de la section du patrimoine immatériel à l'Unesco et secrétaire de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2008 à 2015 pour laquelle elle a dirigé la mise en œuvre opérationnelle, mettant en particulier en place une stratégie mondiale de renforcement des capacités en vue d'une sauvegarde effective, elle a conseillé de nombreux pays sur les cadres institutionnels et législatifs aptes à soutenir le patrimoine culturel immatériel.

- **Riccardo Giordano**, architecte en chef des monuments historiques

Riccardo Giordano, architecte diplômé de l'université La Sapienza à Rome en 2002, est également diplômé de l'École des hautes études de Chaillot à Paris (2007). Entre 2002 et 2006, il a été architecte salarié, puis associé, au sein de l'agence de Bernard Huet, avant d'entamer une longue collaboration avec l'architecte en chef des monuments historiques Pierre André Lablaude jusqu'en 2018. En 2011, il fonde Arch-R dont il assure, depuis, la direction. Depuis 2012, il est architecte-conseil du ministère des Affaires étrangères pour les immeubles présentant un intérêt patrimonial et chargé, à ce titre, de nombreuses missions à l'étranger. En 2018, il est admis dans le corps des architectes en chef des monuments historiques, nommé dans la Loire, en Savoie, en Haute-Savoie et dans les

Vosges. Dans le cadre de son activité libérale, il a été chargé de nombreuses études et opérations de restauration d'édifices religieux et civils, notamment en Île-de-France et à l'étranger (maison d'exil de Victor Hugo à Guernesey). Il a par ailleurs été conférencier à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville et est actuellement chargé de cours et d'encadrement de travaux pédagogiques à l'École de Chaillot.

- **Toshiyuki Kono**, professeur émérite de droit international privé à l'université de Kyushu (Japon)

Toshiyuki Kono est professeur émérite de droit privé international. Ses recherches portent principalement sur les questions de droit privé international, de droit civil et de droit du patrimoine. Elles se sont récemment étendues à la mise en vigueur des droits internationaux de la propriété intellectuelle et à l'analyse économique des conflits juridiques. Il a été membre du groupe d'experts pour la rédaction de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et membre de la délégation japonaise et de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité de l'expression culturelle. En 2011, il a été élu membre du comité exécutif de l'ICOMOS, puis vice-président en 2014 et président en 2017. Dans ce cadre, il a contribué à l'évaluation de nombreux dossiers de classement au Patrimoine mondial. Il est par ailleurs impliqué dans le contrôle des trafics de bien culturels.

- **Adeline Rabaté**, directrice de la Conservation des monuments et des collections, Centre des monuments nationaux

Adeline Rabaté, après une maîtrise d'histoire à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et un diplôme de muséologie de l'École du Louvre, intègre en 2009 l'Institut national du patrimoine en spécialité Monuments historiques et Inventaire. En tant que conservatrice des monuments historiques, puis conservatrice régionale des monuments historiques en Limousin puis en Nouvelle-Aquitaine, elle suit particulièrement les protections au titre des monuments historiques, les restaurations des édifices et des objets protégés, les questions de déontologie de la restauration, ainsi que les sujets budgétaires et d'organisation. Depuis 2023, elle assure la direction de la Conservation des monuments et des collections au Centre des monuments nationaux.

14 h 30 – 15 h « Application des chartes au contexte africain. Le patrimoine mondial a-t-il figé des monuments évolutifs ? »

- **Régis Martin**, président de la Compagnie des architectes en chef des monuments historiques

Les caractéristiques d'un patrimoine mouvant peuvent s'illustrer par les églises creusées dans la roche friable de Lalibela en Éthiopie et par les palais royaux en terre d'Abomey au Bénin. Ces deux exemples montrent les limites déontologiques qui s'appliquent lors d'une restauration. Les églises de Lalibela sont inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1978. Ce site légendaire est sculpté plutôt qu'architecturé puisqu'étymologiquement rien n'est construit. Il constitue un ensemble à mi-chemin entre site naturel et monument, soumis à une lente désagrégation sous les intempéries. Dans ce contexte, toute perte est définitive et toute adjonction prête à la controverse. Lorsque le périssable n'est pas considéré comme un risque, mais comme un cycle de vie, la perception de l'œuvre d'art par les occupants est nuancée. Il existe ainsi un décalage entre les impératifs de protection de l'Unesco et les motifs religieux qui soutiennent la valeur d'usage. Les palais d'Abomey, quant à eux, sont inscrits au Patrimoine mondial depuis 1985. Ces constructions en terre, dont on estime l'ancienneté moyenne à cinquante ans, sont le fruit d'un savoir-faire vivant. Les murs sans fondation sont érigés à pieds foulants et à mains nues. Leur reconstruction périodique est soumise à des aléas d'autant plus singuliers que la mise en œuvre est remarquable. Elle est par ailleurs sujette à des orientations coutumières. On y voit les limites entre la théorie et une culture dans laquelle les choix sont peu dogmatiques.

Régis Martin, titulaire d'un DES en connaissance et conservation des monuments anciens de l'École de Chaillot, est inspecteur général des patrimoines et de l'architecture pour l'Île-de-France, et architecte en chef des monuments historiques depuis 1991. À ce titre, il est responsable de l'Indre, du Val-d'Oise, du Loiret, de l'Eure, des cathédrales de Beauvais, Évreux et Orléans, du château d'Écouen, du domaine national et du château de Saint-Germain-en-Laye et du château de Valençay. Ses restaurations les plus importantes sont les cathédrales de Narbonne et de Perpignan, la cité de Carcassonne, la place Nationale de Montauban et les abbayes de Fontfroide, Fontmorigny et Saint-Michel de Cuxa. Il est par ailleurs membre de la Société française d'archéologie, de l'Union

15 h – 15 h 40 « D'une réforme à l'autre : la place nouvelle des maîtres d'ouvrage dans la chaîne patrimoniale »

- **Anne Embs**, cheffe de la Conservation régionale des monuments historiques de la DRAC Centre-Val de Loire
- **Albéric de Montgolfier**, sénateur d'Eure-et-Loir et vice-président de la Commission des finances du Sénat

L'ordonnance du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et espaces protégés a mis fin à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage que l'État exerçait pour le compte des propriétaires dans le cadre des opérations de restauration des monuments historiques. Cette réforme, qui entendait « restituer » aux propriétaires de monuments leur pleine et entière responsabilité en matière de conduite d'opération, a en réalité entraîné dans son sillage une cascade de conséquences et de transformations des pratiques : la fin du monopole des architectes en chef, la fin des travaux d'entretien menés sur les édifices classés par les architectes des bâtiments de France, et dans le cadre du strict entretien, la formalisation du contrôle scientifique et technique de l'État (CST), le développement de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la création d'un nouveau régime d'autorisation de travaux. Ainsi, c'est toute la chaîne opérationnelle de la restauration des monuments qui a été bouleversée : les corps techniques et scientifiques des conservations régionales des monuments historiques et des Unités départementales de l'architecture et du patrimoine (UDAP) ont dû réinventer leurs métiers, les propriétaires en apprendre un, celui de conservateur, et les maîtres d'œuvre s'adapter à une nouvelle législation. Près de vingt ans après l'adoption de cette ordonnance, quel bilan tirer de cette réforme aux conséquences encore perceptibles de nos jours ? L'objet de cette communication est de tenter d'établir un bilan des différents aspects de la réforme de 2005, tant du point de vue des nouveaux maîtres d'ouvrage que des services de l'État.

Anne Embs, diplômée de l'École du Louvre en histoire de l'art et en muséologie, et de Paris IV – Sorbonne Université en histoire, spécialiste de la sculpture du Moyen Âge et de la Renaissance, a été lauréate en 2008 du concours de conservateur du patrimoine. Après un premier poste de conservateur des monuments historiques en Poitou-Charentes, puis un poste d'adjoint au chef du service de la Conservation régionale des monuments de la région Auvergne-Rhône-Alpes, elle est devenue en 2019 conservatrice régionale des monuments historiques de la région Centre-Val de Loire. Elle préside depuis 2021 la conférence des conservateurs régionaux des monuments historiques et elle assure par ailleurs la coordination du module des enseignements de la spécialité monuments historiques à l'Institut national du patrimoine

Albéric de Montgolfier, diplômé de Sciences Po Paris, titulaire d'une maîtrise de droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas et d'un DESS de finances de l'université Paris Dauphine, a exercé en tant qu'avocat auprès du Conseil d'État. Président du conseil départemental d'Eure-et-Loir de 2001 à 2017, il est sénateur depuis 2008 et fut rapporteur général du budget de 2014 à 2020. Il est aujourd'hui vice-président de la Commission des finances du Sénat et président de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture. Il préside par ailleurs la Fondation Mansart, fondation reconnue d'utilité publique dont l'objet est la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel, artistique et historique. La Fondation est maître d'ouvrage de chantiers de restauration de plusieurs sites (château de Maintenon, château et trianon de Bagatelle, villa Windsor à Paris, musée du Terra Sancta à Jérusalem...).

SESSION 2 – Restaurer : quelles réponses à l'évolution des usages ?

➤ Catherine Chevillot, présidente de séance

Catherine Chevillot est conservatrice du patrimoine depuis 1987 et docteure de l'université de Paris-Nanterre depuis 2013. De 1988 à 1990, elle a été adjointe au directeur du musée de Grenoble, avant d'être conservatrice à la section sculpture du musée d'Orsay, jusqu'en 1996. De 1999 à 2003, elle a occupé le poste de cheffe de la filière sculpture au Centre de recherche et de restauration des Musées de France. De 2003 à 2008, elle a été conservatrice au musée d'Orsay et jusqu'en 2012, chargée des sculptures, responsable des questions administratives et financières de la conservation. Puis, jusqu'en 2021, elle a pris la direction de l'Établissement public du musée Rodin. Depuis 2021, elle est présidente de la Cité de l'architecture & du patrimoine.

16 h 15 – 16 h 45 « Quel état de référence ? La salle de bal à Fontainebleau »

➤ Vincent Cochet, conservateur en chef du patrimoine, château de Fontainebleau

Espace emblématique de la Renaissance à Fontainebleau, la salle de bal ornée d'un ensemble unique de fresques d'après Primatice a connu plusieurs campagnes de restauration de ses décors, en particulier aux XIX^e et XX^e siècles. L'histoire de ces interventions, les objectifs exprimés ou implicites de celles-ci ou encore les techniques employées conditionnent, au regard des moyens actuels et des enjeux d'une sauvegarde, les interventions futures. Entre pertes irrémédiables, vestiges sous-estimés et ampleur de certaines transformations, quelles pistes peuvent se dégager pour rendre lisible l'histoire de cet ensemble majeur ?

Vincent Cochet, diplômé de l'École du Louvre et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, est nommé conservateur du patrimoine en 2000. Il exerce ses fonctions à la conservation régionale des monuments historiques de la DRAC Centre et rejoint en 2008 le château de Fontainebleau, où il est chargé des collections de textiles et de mobilier. Il a conduit les chantiers de restauration du cabinet de travail de Napoléon III en 2013, du théâtre impérial en 2012-2019 et du boudoir turc de Marie-Antoinette en 2015. Auteur de plusieurs ouvrages et commissaire d'expositions, telles que « Louis-Philippe à Fontainebleau : le roi et l'Histoire » en 2018 et « Fontainebleau, portraits d'un château, du relevé au caprice » en 2023, il s'intéresse plus particulièrement aux diverses manières d'évoquer, de restaurer, de compléter ou de restituer les ensembles historiques pour en renforcer la cohérence.

16 h 45 – 18 h 15 TABLE RONDE

« Objets mobiliers qui servent, qui jouent, qui flottent ou qui naviguent... La conservation et la restauration à l'épreuve de l'usage »

Intervenir sur un bien d'intérêt patrimonial qui continue à avoir un usage oblige les responsables, les maîtres d'œuvre et les restaurateurs à prendre en compte cet usage et leurs usagers dans l'élaboration de leur projet de conservation-restauration. Le bien peut-il être manipulé ou déplacé (processions, décors, régates...) ou encore utilisé pour un office religieux (porté...) ? Le bien est-il soumis à de fortes pressions ou tensions ? Le bien est-il en contact avec ses usagers ? Autant de questions qui rendent parfois indispensables des renouvellements ou des adjonctions de matériaux ; et la conservation de la substance, impératif rappelé par la Charte de Venise, est parfois compliquée à respecter. Les produits, les procédés d'intervention tout comme les modes de présentation ou de conservation doivent être adaptés à l'usage du bien. En dehors de ces causes internes, des phénomènes externes sont aussi à prendre à compte. Les normes de sécurité obligent à des interventions indispensables pour la prévention des risques tant pour les responsables des biens que pour leurs usagers. Dans certains cas, certains matériaux ou produits sont restreints dans leur utilisation et l'on s'interrogera sur les risques en matière d'intégrité ou les difficultés de certains chantiers.

La table ronde, à travers des cas concrets exposés par chacun des experts mobilisés dans des domaines très variés (orgues, bateaux, théâtres et objets d'art à vocation liturgique), permettra d'échanger sur les particularités de ce patrimoine matériel dont l'aspect immatériel doit également être sauvegardé tant du point de vue des usages que des savoir-faire.

- **Modération: Judith Kagan**, conservatrice générale du patrimoine, cheffe du bureau de l'Expertise et des Métiers, sous-direction des Monuments historiques et Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Judith Kagan, conservatrice générale du patrimoine, est cheffe du bureau de l'Expertise et des Métiers à la sous-direction des Monuments historiques et Sites patrimoniaux. Entre 1999 et 2020, elle a été cheffe du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental dans la même sous-direction. Elle a exercé auprès des DRAC en conservations régionales des monuments historiques les fonctions d'inspectrice des monuments historiques (1987-1997) puis de conservatrice des monuments historiques (1998-1999) pour la Bourgogne, la Lorraine, les Antilles et la Guyane. Elle anime depuis 2004 le groupe d'experts GE1 « Recommandations générales et terminologie » du Comité français de normalisation de la conservation des biens culturels (AFNOR-CNCBC). Depuis 2011, au sein du groupe de travail « conservation-restauration » de la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture, elle anime le site thématique « conservation-restauration » du ministère de la Culture. Elle est membre des comités de rédaction des revues *Monumental* et *In Situ*, revue des patrimoines, et membre de la SFIIC, d'ICOMOS France, du Comité français d'histoire de l'art et du comité de direction du 36^e congrès du CIHA qui se tiendra à Lyon en 2024.

- **Manuel Lalanne**, conservateur du patrimoine, DRAC Nouvelle-Aquitaine

Manuel Lalanne est diplômé en histoire de l'art de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, de l'École du Louvre et de l'Institut national du patrimoine. Il est depuis 2016 conservateur des Monuments historiques à la DRAC Nouvelle-Aquitaine (CRMH site de Poitiers) pour la Charente-Maritime et la Vienne. Il est notamment en charge de la protection et du contrôle scientifique et technique sur les bateaux protégés monuments historiques, assuré conjointement avec les experts du ministère de la Culture. Il intervient dans la formation des conservateurs du patrimoine à l'INP sur la conservation et la restauration du patrimoine maritime et fluvial.

- **Hélène Lebédél-Carbonnel**, inspectrice des patrimoines, collège Monuments historiques, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Hélène Lebédél-Carbonnel, conservatrice en chef du patrimoine, historienne de l'art spécialiste de l'art français des XVI^e et XVII^e siècles, est inspectrice des patrimoines et de l'architecture, collège Monuments historiques, au sein de la délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation du ministère de la Culture. Elle est par ailleurs coprésidente de l'Association nationale des conservateurs des monuments historiques.

- **Christian Lutz**, expert organologue, technicien-conseil pour les orgues auprès des Monuments historiques

Christian Lutz, après des études de musicologie à Strasbourg et d'orgue à Belfort, a été chargé en 1984-1986 de l'inventaire des orgues d'Alsace, puis de ceux de Lorraine de 1989 à 1999, qui ont donné lieu à l'édition d'une dizaine de volumes. En 1992, il a été agréé en tant que technicien-conseil pour les orgues auprès des Monuments historiques. Il est actuellement territorialement compétent pour les orgues protégés au titre des Monuments historiques des départements d'Alsace, de Lorraine et de Paris. Il a suivi en tant que maître d'œuvre la restauration de plus de 150 instruments, dont celle actuellement en cours du grand orgue de Notre-Dame de Paris.

- **Åsa Tillman**, responsable technique du théâtre du château de Drottningholm

Åsa Tillman est responsable technique et du patrimoine culturel au *Drottningholms Slottsteater* en Suède, le théâtre de la cour du domaine royal de Drottningholm, un site classé au Patrimoine mondial construit en 1766. Après avoir obtenu une licence en musicologie et en études théâtrales à l'université de Stockholm, elle a consacré toute sa carrière à la compréhension, la préservation et la valorisation des théâtres historiques. De 2011 à 2017, elle a été responsable de la Route nordique des théâtres historiques et est actuellement vice-présidente de Perspektiv, l'association des théâtres historiques d'Europe.

Mercredi 29 novembre 2023

9 h – 10 h 30

TABLE RONDE

« La restauration des monuments au regard de leurs usages »

La restauration des monuments doit souvent concilier la préservation de la substance patrimoniale d'un édifice et la nécessité de répondre à des usages nouveaux ou à l'adaptation aux nouvelles technologies. Il s'agit d'un défi sans cesse renouvelé qui mobilise les maîtres d'ouvrage, les architectes, les ingénieurs et les services qui accompagnent les restaurations dans le cadre du contrôle scientifique et technique (CST). Les intervenants de cette table ronde s'attacheront, à partir d'exemples très divers, croisant les époques et les programmes, à nous présenter la multiplicité des challenges auxquels ils sont confrontés au quotidien : **Didier Repellin** nous fera partager les enjeux de conservation des structures du théâtre antique d'Orange et sa nécessaire adaptation pour améliorer les dispositions scénographiques afin que cet équipement de spectacle puisse encore accueillir du public ; **Séverine Lepape** évoquera le projet de restructuration du musée de Cluny qui croise les exigences d'un nouveau parcours muséal dans des espaces multiséculaires, en respectant une logique chronologique et en offrant une accessibilité largement améliorée ; **Anne-Laure Garaïos** présentera le projet du site de Maison rouge à La Réunion, ancien domaine caféier, qui croise de multiples enjeux liés à la sauvegarde d'un patrimoine unique tout en l'inscrivant dans un aménagement global relevant d'une dynamique de territoire ; enfin **Sophie Masse** abordera le projet de rénovation de la cité de l'Abreuvoir, en Seine-Saint-Denis, édifiée au milieu du XX^e siècle, labellisée « Architecture contemporaine remarquable » (ACR), qui nécessitait une mise aux normes en termes d'habitabilité et pour laquelle un diagnostic patrimonial a permis de hiérarchiser les enjeux patrimoniaux et de fixer des grandes orientations qui facilitent les arbitrages à prendre entre préservation et modifications.

- Modération : **Pascal Mignerey**, chef de la délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Pascal Mignerey est diplômé de l'École d'architecture de Grenoble et a également suivi les enseignements des universités Pierre-Mendès-France (Grenoble-II) et de Paris-I Panthéon-Sorbonne, jusqu'à l'obtention d'un DEA en histoire de l'art. Par ailleurs, il est titulaire du diplôme de spécialisation pour l'intervention sur le patrimoine ancien délivré par l'École de Chaillot. Après plusieurs années en agence d'architecture, il a rejoint l'administration pour devenir architecte des bâtiments de France en Haute-Saône, poste qu'il a occupé de 1993 à 2003. En 2003, il est devenu conservateur régional des monuments historiques en Franche-Comté. En 2005, il a été élu président de la conférence des Conservations régionales des monuments historiques. En 2016, il a pris la responsabilité du pôle Architecture et Patrimoine de la DRAC d'Auvergne-Rhône-Alpes. Depuis 2021, il est chef de la délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation au sein de la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture.

- **Anne-Laure Garaïos**, directrice scientifique du musée des Arts décoratifs de l'océan Indien

Anne-Laure Garaïos est attachée de conservation du patrimoine diplômée du master en « Valorisation et Médiation des Patrimoines » de l'université Paul-Valéry de Montpellier. Son stage de fin d'étude au musée de Normandie sur les hauts-fourneaux et les aciéries de Caen a été déterminant dans l'orientation de ses choix professionnels tournés vers l'histoire des techniques, de l'industrie, le monde ouvrier et du travail. Son expérience au Centre historique minier de Lewarde et surtout les quatre années passées au familistère de Guise en tant que chargée des collections ont confirmé son appétence pour les musées de site et les lieux de mémoire porteurs d'une histoire sociale et humaine et comportant également une architecture patrimoniale empreinte d'une identité forte. Depuis septembre 2020, Anne-Laure Garaïos est directrice du musée des Arts décoratifs de l'océan Indien (MADOI) implanté sur le domaine de Maison rouge, ancienne grande propriété agricole du sud de l'île exploitée à partir du XVIII^e siècle dans un contexte colonial jusqu'aux années 1970. Ce site transdisciplinaire, classé au titre des MH, s'inscrit dans la droite ligne de ses sujets de prédilection.

- **Séverine Lepape**, directrice du musée national du Moyen Âge – Thermes et hôtel de Cluny

Séverine Lepape, archiviste paléographe et conservatrice générale du patrimoine, est directrice du musée national du Moyen Âge – Thermes et hôtel de Cluny depuis 2019. Elle a conduit depuis cette date la fin des travaux d'accessibilité et de refonte de la scénographie du musée. Médiéviste de formation, elle a occupé de 2014 à 2019 le poste de directrice adjointe du département des Arts graphiques et conservatrice en charge de la collection Edmond de Rothschild au musée du Louvre. Auparavant, elle était cheffe de service de la Réserve et de l'Estampe ancienne au département des Estampes de la Bibliothèque nationale de France. Elle est spécialisée dans le domaine des arts graphiques et de l'art du xv^e siècle en Europe.

- **Sophie Masse**, architecte urbaniste de l'État, adjointe au délégué ministériel à l'encadrement supérieur, Secrétariat général, ministère de la Culture

Sophie Masse est architecte et urbaniste de l'État depuis 2011. D'abord en poste au ministère en charge du logement sur des projets de rénovation urbaine notamment, elle a ensuite rejoint le service de l'Architecture du ministère de la Culture, pour travailler sur l'architecture du xx^e siècle et le label « Architecture contemporaine remarquable ». Dans la continuité, elle a pris en 2021 les fonctions d'architecte des bâtiments de France, cheffe de l'UDAP de la Seine-Saint-Denis à la DRAC d'Île-de-France. À ces différents titres, elle a développé une expertise sur l'architecture du XX^e siècle, l'habitat et la rénovation urbaine, et accompagné de nombreux projets de préservation et de transformation de patrimoine architectural, urbain et paysager. Elle est aujourd'hui adjointe au délégué ministériel à l'encadrement supérieur au ministère de la Culture.

- **Didier Repellin**, inspecteur général des monuments historiques honoraire, architecte en chef honoraire des monuments historiques

Didier Repellin est diplômé de l'École d'architecture et de la Faculté d'histoire de l'art de Lyon depuis 1972. Après avoir été architecte des bâtiments de France, il devient architecte en chef des monuments historiques en 1981 et inspecteur général des monuments historiques en 1996. En 2014, il fonde l'agence RL&Associés avec Dominique Larpin. Il assure la maîtrise d'œuvre de travaux de restauration, de mise en valeur et de réhabilitation de monuments historiques à Paris (palais du quai d'Orsay), dans le Rhône (Grand Hôtel-Dieu, Palais de justice historique et cathédrale de Lyon) et le Vaucluse (arc et théâtre antiques à Orange, palais des Papes en Avignon). Ses travaux à Rome (Colisée, Villa Bonaparte et bâtiments français dont la Villa Médicis) signent une ouverture à l'international qui sera une constante dans sa carrière, notamment en Asie : restauration du pavillon Napoléon III à Phnom Penh (Cambodge), du musée islamique Syed Alatas Mansion à Penang (Malaisie) ou encore de l'ancien couvent des Dames de Saint-Maur à Singapour. Il a d'ailleurs mené des missions d'expertise en Asie en tant que consultant international pour les dossiers du Patrimoine mondial pour l'ICOMOS. Animé par la passion de transmettre, il transforme très souvent ses chantiers en chantiers-écoles pour des artisans locaux.

10 h 45 – 11 h 25 « Doit-on restituer pour assurer la lisibilité et la conservation d'un site archéologique ? Le temple de Mercure au Puy-de-Dôme et le quartier El Born à Barcelone, deux partis de présentation aux publics »

- **Jean-Olivier Guilhot**, inspecteur des patrimoines, collège Archéologie, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture
- **Marc Aureli Santos**, architecte, coordinateur de projets au sein du département de la Culture, de l'Éducation et des Sports de la Ville de Barcelone

La difficulté de présenter un site archéologique aux publics trouve régulièrement une réponse dans le choix de la restitution. Cette dernière relève néanmoins toujours d'un parti pris pour lequel le consensus est rare auprès des différentes communautés intellectuelles, politiques et publiques. Deux exemples de partis de présentation opposés permettent d'engager le débat autour de la doctrine qui doit guider toute présentation archéologique, des outils actuels pour y parvenir, des attentes du public et de l'insertion du passé dans l'espace actuel. Au Puy-de-Dôme, l'État français a donné son accord en 2014 à une restitution du temple de Mercure fouillé à la fin du XIX^e siècle, ou plutôt à une reconstruction d'une ampleur sans précédent : plus de cent mètres linéaires de murs et de terrasses en grand appareil, avec moulures, pilastres et corniches de trois à cinq mètres d'élévation. Si cette reconstruction s'appuie sur des études archéologiques sérieuses, qu'apporte-t-elle vraiment au site et aux

visiteurs ? À Barcelone, les normes contemporaines ont condamné l'utilisation du bâtiment du marché du Born, édifié en fer, en fonte et en verre au XIX^e siècle sur le modèle du Crystal Palace et qui fut pendant deux siècles le moteur économique du quartier. En 2002, après trois décennies d'attente d'une nouvelle utilisation, les travaux liés à sa reconversion en bibliothèque révèlent dans son sous-sol le quartier de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne. Il est alors décidé de « geler » les vestiges archéologiques découverts et de faire de ce bâtiment un espace de référence tant sur le plan culturel que patrimonial, au sein duquel plusieurs siècles d'histoire de la ville semblent désormais cohabiter en harmonie.

Jean-Olivier Guilhot est conservateur général du patrimoine et inspecteur général des patrimoines (collège Archéologie) au ministère de la Culture. Archéologue médiéviste et moderniste (archéologie urbaine, architecture castrale et culture matérielle), ses recherches portent aujourd'hui sur l'évolution de la fortification autour de la Méditerranée (Syrie, Liban, Égypte, Libye) et sur la diffusion des modèles défensifs à l'époque des Croisades. Il est membre de l'UMR 7192 Proche-Orient – Caucase : Langues, Archéologie, Cultures.

Marc Aureli Santos, diplômé de l'Universitat Politècnica de Catalunya et de l'université Pompeu Fabra, est architecte depuis 1988 à la mairie de Barcelone. Il a travaillé sur divers projets de la vieille ville jusqu'en 2010 puis sur les grands projets de l'Institut de culture de Barcelone jusqu'en 2016. En 2016-2017, il a été coordinateur du projet Barcelona Urban Management destiné à proposer un urbanisme écoresponsable avec des solutions inspirées par la nature. De 2017 à 2023, il a été directeur du service municipal de l'Architecture urbaine et du Patrimoine ; il est désormais coordinateur de projets au sein du département de la Culture, de l'Éducation et des Sports. Membre fondateur du collectif Actar Arquitectura, président de l'association d'architectes et d'architectes d'intérieur ARQUIN-FAD et organisateur des différents festivals relatifs à l'architecture, il est aussi professeur à l'université internationale de Catalogne et à l'École technique supérieure d'architecture de Barcelone. Il a par ailleurs collaboré avec plusieurs établissements d'enseignement internationaux tels que le Massachusetts Institute of Technology, l'École d'architecture de Monterrey au Mexique ou la Scuola di Architettura de Gênes.

SESSION 3 – Matériaux, techniques et savoir-faire : des approches évolutives ?

➤ **Michel Goutal**, président de séance

Michel Goutal, diplômé architecte DPLG en 1983, devient architecte en chef des monuments historiques l'année suivante. Il est alors nommé dans les départements des Vosges et des Ardennes jusqu'en 1991, de la Meuse jusqu'en 1998 et de la Moselle jusqu'en 2001. Entre 1997 et 2009, il est également en charge de l'Orangerie du jardin des Tuileries. Aujourd'hui, Michel Goutal est ACMH pour la Gironde (depuis 1997), le palais du Louvre (depuis 1999), la villa Cavrois (depuis 2001), les résidences présidentielles (depuis 2008) et les domaines nationaux de Jérusalem (depuis 2008). Entre 1998 et 2008, parallèlement à ces fonctions d'ACMH, Michel Goutal est inspecteur général des monuments historiques, d'abord dans les anciennes régions de Franche-Comté et de Rhône-Alpes, puis de Haute-Normandie et pour le service national des Travaux. En 2009, Michel Goutal est fait chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres et, en 2011, chevalier de la Légion d'honneur. En 2016, il reçoit la médaille de la Restauration de la part de l'Académie d'architecture « attribuée à une personnalité ayant contribué au sauvetage, à la conservation et la restauration d'édifices anciens ».

11 h 35 – 13 h 15 **TABLE RONDE** **« Tradition, innovation, développement durable : quels matériaux et quelles techniques pour la conservation-restauration des biens culturels demain ? »**

Au cours des deux siècles derniers qui ont vu progressivement s'élaborer et se consolider les principes fondamentaux de la conservation-restauration des biens culturels, l'usage des techniques et des matériaux destinés à permettre la compréhension, l'appréciation et la transmission de ces biens a subi des fluctuations liées à l'évolution des mentalités, à la disponibilité des matériaux et au progrès des connaissances, aussi bien

sur les mécanismes d'altération des objets patrimoniaux que sur la l'innocuité, l'efficacité, la durabilité, la réversibilité des gestes et des produits mis en œuvre. Après un siècle de confiance dans les progrès technologiques de la physique et de la chimie, on cherche aujourd'hui, dans une large mouvance écologique, à revenir à des produits plus « naturels », plus respectueux à la fois de la santé des opérateurs et des publics, et de l'environnement. Faut-il cependant opposer tradition et innovation, produits issus de la chimie et produits naturels ? Ne faut-il pas beaucoup de recherche et d'inventivité dans l'usage des matériaux traditionnels pour qu'ils respectent les principes directeurs de la conservation-restauration ? Quels sont les risques d'épuisement des ressources naturelles utilisées ? Faut-il changer de paradigme et oublier l'objectif strict de l'efficacité et de la durabilité au profit de la surveillance et de l'entretien régulier, avec une gestion raisonnée de l'environnement dans une approche de conservation préventive ? Ces différentes questions seront débattues par les intervenants qui feront part de leur expérience et des principales tendances observées dans divers domaines patrimoniaux.

- **Modération : Isabelle Pallot-Frossard**, conservatrice générale du patrimoine, présidente de la Fondation des sciences du patrimoine

Isabelle Pallot-Frossard, diplômée de lettres classiques, d'histoire de l'art et d'archéologie, entre en 1980 au ministère de la Culture où elle est inspectrice des monuments historiques pour les régions Picardie, Champagne-Ardenne et Lorraine jusqu'en 1991. De 1992 à 2015, elle devient directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques, puis de 2015 à 2021 elle exerce les fonctions de directrice du Centre de recherche et de restauration des Musées de France. Elle est aujourd'hui présidente de la Fondation des sciences du patrimoine. De 2006 à 2017, elle a été directrice puis présidente du Comité scientifique international pour la conservation des vitraux (ICOMOS-Corpus Vitrearum). Elle a été membre et vice-présidente du Conseil de l'ICCROM. Partenaire de nombreux programmes de recherche européens sur la conservation des matériaux du patrimoine, elle a co-coordonné de 2016 à 2021 la participation française au projet d'infrastructure E-RIHS (*European research infrastructure for heritage science*). Elle a enseigné à l'Institut national du patrimoine, à l'École du Louvre et à l'École de Chaillot. Elle a beaucoup écrit sur la conservation du patrimoine et en particulier sur la conservation des vitraux. Elle est officier de la Légion d'honneur, chevalier des Arts et Lettres, membre associé de l'Académie royale de Belgique.

- **Yveline Huguet**, conservatrice-restauratrice de collections d'ethnographie et d'histoire naturelle, consultante en conservation préventive

Yveline Huguet est consultante en conservation préventive et conservatrice-restauratrice spécialisée en matériaux organiques, diplômée des masters 2 en conservation-restauration de biens culturels et en conservation préventive de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et nouvellement diplômée en 2022 de la première promotion (Rose-Valland) du DU Recherche de provenances des œuvres d'art de l'université Paris-Nanterre. Depuis 20 ans, elle a mené des chantiers, seule ou en équipe pluridisciplinaire, sur la restauration des *naturalia* ou autres typologies de collections en matériaux organiques. Dans le cadre de ses activités de consultante en conservation préventive, elle réalise pour les musées des expertises sur l'état de conservation des œuvres, des évaluations sanitaires des collections et de leur environnement. Elle intervient ponctuellement pour des missions d'expertise dans les musées à l'étranger et enseigne depuis 2008 au lycée professionnel Tolbiac (Paris 13^e) au sein de l'équipe pédagogique pour former les futurs techniciens en entretien des collections du patrimoine.

- **Éléonore Kissel**, conservatrice-restauratrice, responsable du pôle Conservation-Restauration au musée du quai Branly-Jacques Chirac

Éléonore Kissel a été diplômée du master en conservation-restauration des biens culturels de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne en 1994, puis du DESS de conservation préventive en 1997. Co-fondatrice de l'agence de conseil en préservation des biens culturels In Extenso, elle a réalisé de nombreuses évaluations de collections avec des équipes multidisciplinaires dans des musées, monuments historiques, services d'archives et bibliothèques, essentiellement en France et occasionnellement en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique. En 2014, elle a rejoint le musée du quai Branly-Jacques Chirac comme responsable du pôle Conservation-Restauration où elle coordonne les projets de préservation sur environ 370 000 objets ethnographiques extraeuropéens, 800 000 photographies et 11 km de fonds de bibliothèques et d'archives. En 2022-2023, elle a été chercheure invitée pendant six mois à l'université de Californie à Los Angeles dans le programme UCLA/Getty en conservation-restauration des biens culturels.

➤ **Olivier Morel**, restaurateur d'objets d'art, spécialité métal

Olivier Morel, diplômé d'un master de conservation-restauration à Paris-I Panthéon-Sorbonne, est restaurateur depuis 1986, d'abord employé au musée Sainte-Croix de Poitiers puis indépendant. Ses domaines d'expertise concernent les bronzes du XVI^e au XX^e siècle (il a notamment travaillé pour des collections privées, le château de Versailles et le château de Fontainebleau), les sculptures contemporaines en métal (essentiellement pour les galeries et les maisons de vente) ainsi que le patrimoine industriel (en particulier les machines conservées à la Bourse de commerce, le matériel de production de la Cuivrierie de Cerdon dans l'Ain, la Grande Saline de Salins-les-Bains, les moulins à râper le tabac et diverses machines de la Manufacture des tabacs de Morlaix).

➤ **Bertrand Sainte-Marthe**, conservateur-restaurateur, responsable de l'atelier de restauration, reliure et dorure aux Archives nationales

Bertrand Sainte-Marthe est conservateur-restaurateur de photographies, diplômé de l'Institut national du patrimoine (INP) en 1997. Après une quinzaine d'années de pratique en tant qu'indépendant avec les consœurs et confrères de la société ABACA Conservation-restauration, il inaugure le poste de conservateur-restaurateur de photographies à l'Atelier de restauration, reliure et dorure des Archives nationales en 2013 dont il est nommé responsable en 2020. Au sein de l'institution, outre les travaux de conservation-restauration, il contribue aux formations relatives à la prise en charge des photographies dans des services d'archives, participe au plan de sauvegarde des biens culturels et effectue des missions d'expertise et de formation des personnels de services d'archives territoriaux, notamment avec le service interministériel des Archives de France, ou d'institutions étrangères. Il dispense occasionnellement des enseignements ou des formations relatives à la conservation-restauration des photographies pour l'INP, l'Institut national de l'audiovisuel et l'université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines.

➤ **Klaas Jan van den Berg**, scientifique en chef à l'Agence du patrimoine culturel des Pays-Bas et professeur à l'université d'Amsterdam, spécialisé dans la science de la conservation et de la restauration des peintures

Klaas Jan van den Berg est responsable scientifique à l'Agence du patrimoine culturel des Pays-Bas (RCE) et professeur en sciences de la conservation (option peinture) à l'université d'Amsterdam – Faculté des sciences humaines, Groupe de conservation et de restauration du patrimoine culturel. Son principal sujet de recherche est l'étude des formulations, des techniques, des changements de matériaux et du nettoyage de la surface des peintures à l'huile du XX^e siècle. Il enseigne la chimie organique, l'histoire de l'art technique et d'autres aspects chimiques de l'art peint. Klaas Jan a écrit ou co-écrit plus de 150 publications scientifiques et a supervisé le travail de nombreux étudiants, dont quinze doctorants issus des domaines de la science et de la conservation. Il a organisé plusieurs conférences sur les questions relatives aux peintures à l'huile contemporaines et a été chef de projet du projet européen HERA-JPI « Cleaning of Modern Oil Paints » de 2015 à 2018. Il dirige actuellement le Programme de recherche sur le patrimoine culturel du XX^e siècle (2021-2023) au RCE.

14 h 30 – 15 h « Les défis de la restauration des bétons »

➤ **Elisabeth Marie-Victoire**, ingénieure de recherche, responsable du pôle Béton au Laboratoire de recherche des monuments historiques

Des ciments naturels du début du XIX^e siècle aux ciments dits « bas carbone » du XXI^e siècle, la production cimentière n'a cessé d'évoluer, conjointement avec l'histoire de la construction en béton. Ainsi, le béton armé a été source d'expérimentations (bétons de mâchefer de Le Corbusier...), de brevets (système Hennebique...), mais aussi de créations architecturales (voûtes minces précontraintes de Freyssinet, résilles de BFUP...). Ces innovations se déclinent dans le patrimoine protégé au titre des monuments historiques, qui compte aujourd'hui plus de 950 édifices en France. Elles en font sa richesse, mais aussi sa faiblesse : densité excessive d'armatures, défauts d'enrobage... Le béton est aussi un matériau poreux, sensible à son environnement et en particulier à la présence de polluants (dioxyde de carbone, chlorures, sulfates). Il en résulte que son altération la plus récurrente, mais aussi la plus délétère, est la corrosion des armatures. Le *patch repair*, qui est la technique classique de restauration de cette altération, a vu de considérables évolutions, avec une recherche de compatibilité à la fois physico-chimique et esthétique, mais surtout de durabilité. Des traitements additionnels ont également été

développés (techniques électrochimiques d'extraction des chlorures ou de protection cathodique...). Certains de ces derniers se voient aujourd'hui dans l'obligation d'évoluer avec les directives européennes REACH destinées à minorer l'utilisation de solvants. La restauration des bétons anciens fourmille ainsi de défis techniques et déontologiques.

Elisabeth Marie-Victoire est ingénieure-docteure en sciences des matériaux des universités d'Orsay et de Jussieu. Ingénieure de recherche du CPP-LRMH de 1994 à 1997, elle a intégré le Laboratoire de recherche des monuments historiques en 1997 au sein du pôle Métal, puis du pôle Béton qu'elle a créé et qu'elle dirige depuis 2004. Elle y assure des missions d'expertise (CST), de recherche et d'enseignement. Ses thématiques de recherche portent sur l'identification des ciments anciens, le diagnostic de corrosion et les traitements de restauration et de conservation des bétons anciens. Elle a intégré l'UAR-3224 du CNRS en 2012. Elle enseigne dans plusieurs formations (architectes, restaurateurs, masters...). Depuis 2020, elle contribue au comité CE22 de l'Agence nationale de la recherche (membre expert puis vice-présidente en 2022). Elle est membre de la commission Corrosion des aciers dans les bétons du CEFRACOR, membre expert du Comité scientifique international sur le patrimoine du xx^e siècle de l'ICOMOS (ISC20C) et a contribué à la mise en place du label « Qualibat » pour la restauration des bétons.

15 h – 15 h 30 « L'évolution des pratiques en conservation-restauration des textiles »

- **Patricia dal-Prà**, conservatrice-restauratrice, responsable de l'atelier d'enseignements de la spécialité Arts textiles au département des Restaurateurs, Institut national du patrimoine

Dans les années cinquante, à la même époque que celle de la création de l'ICOM (1946), celle de l'ICC (1950) et celle du Centre international d'étude des textiles anciens (CIETA), se développe un intérêt pour la restauration du patrimoine textile liturgique à l'occasion de grandes expositions. L'article d'Ariane Dor et de Nadège François dans *Patrimoine du Sud* en restitue l'importance. Margareta Classen-Smith, née en 1897, est alors la spécialiste en France de la restauration des textiles liturgiques. Progressivement, on passe d'une activité d'artisanat d'art à une pratique raisonnée et scientifique qui débute par l'apparition des formations en conservation-restauration des œuvres d'art en France dans les années 1970 : création en 1973 de la maîtrise de sciences et technique de conservation-restauration des biens culturels (MST), devenue master, avec une première diplômée en 1980 et l'Institut français de formation des restaurateurs d'œuvres d'art (IFROA) en 1977 avec deux diplômées en 1986. Après quelques décennies, cette période, au cours de laquelle s'élaborent les théories reliées étroitement aux pratiques, laisse place à celle d'une approche qui prend davantage en compte l'histoire de l'objet, ses traces d'usage, et qui propose de nouvelles méthodes qui viennent renforcer les méthodes traditionnelles. C'est de cette évolution dont la communication se fera l'écho en prenant comme base les sujets des mémoires des élèves de l'Institut national du patrimoine des années 1980 jusqu'à présent.

Patricia Dal-Prà est responsable de la spécialité arts textiles à l'Institut national du patrimoine (INP), département des Restaurateurs. Elle a commencé à enseigner la conservation-restauration des textiles dès 1986 en tant qu'assistante à l'Institut français de restauration des œuvres d'art puis a continué au sein de l'INP créé en 2000. Elle est diplômée du master de conservation-restauration des biens culturels et du DESS de conservation préventive de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne ainsi que d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA en archéologie de la même université. Elle exerce également le métier de conservatrice-restauratrice en tant que profession libérale et a écrit de nombreux articles sur la conservation-restauration des textiles. Elle est aussi consultante en conservation préventive et fait partie de la mission de fouille du CNRS du site d'Al'Ula en Arabie saoudite, sous la direction de Laïla Nehmé. Elle est membre de la Commission régionale de conservation préventive et de restauration de la région Rhône-Alpes-Auvergne.

« La conservation des biens culturels éphémères ou sujets à l'obsolescence technique »

La constitution du patrimoine des époques passées est le fruit d'une lente décantation entre « biens pérennes » et « biens périssables », selon un mécanisme lié autant à la stabilité ou à l'instabilité des objets eux-mêmes qu'à la volonté des sociétés de les conserver en fonction des valeurs qu'elles leur accordent. Ce processus s'applique bien sûr activement à l'époque contemporaine où il se complique cependant en raison de paramètres inédits de précarité : citons pêle-mêle et sans prétendre à l'exhaustivité, apparition de nouveaux matériaux industriels dont on découvre qu'ils se dégradent irrémédiablement, objets technologiques dont le fonctionnement est soumis à l'obsolescence en fonction des évolutions non maîtrisables de l'environnement technique, volonté de pérenniser des biens éphémères, par nature ou par destination, au risque de les dénaturer, etc. Ces problématiques se retrouvent dans tous les secteurs patrimoniaux et confrontent les professionnels de la conservation aux limites techniques, déontologiques sinon conceptuelles de nos disciplines. C'est ainsi que, la nécessité faisant loi, des approches alternatives de conservation se sont progressivement développées, telles que la réparation, le remplacement, la substitution, la réfection ou la réactivation ; ces stratégies méritent cependant d'être explicitées, mais aussi interrogées tant sur leur légitimité que sur leur limite. Enfin, avec ces approches dynamiques, le rôle et le statut même de la documentation se trouvent transformés – à la fois outil méthodologique indispensable, mais aussi possible trace de l'objet original voué à la disparition.

- **Modération : Gilles Barabant**, responsable de la filière art contemporain au département Restauration, Centre de recherche et de restauration des Musées de France

Gilles Barabant est responsable de la filière ^{xx}e siècle – art contemporain au Centre de recherche et de restauration des Musées de France. À ce titre, il travaille en partenariat avec de nombreux musées à l'étude technique et scientifique de leurs collections ainsi qu'à la programmation et au suivi des interventions de conservation et de restauration. Parallèlement, la filière développe ses projets propres d'études et de recherches, centrés d'une part sur les peintures contemporaines (peintures industrielles ou peintures fines pour artiste) et, d'autre part, sur les matières plastiques, en lien avec d'autres institutions patrimoniales et, autant que possible, en partenariat avec des partenaires industriels.

- **Cécile Dazord**, conservatrice du patrimoine, chargée des problématiques conservatoires spécifiques à l'art contemporain au département Recherche du C2RMF de 2012 à 2019

Cécile Dazord est conservatrice du patrimoine, spécialisée en art contemporain. Elle a dirigé le musée de Vallauris (2000) puis a été responsable de l'art contemporain du musée d'Art moderne et contemporain de Strasbourg (2001-2006). Elle a conçu et mené le programme de recherche sur la conservation de l'art contemporain au Centre de recherche et de restauration des Musées de France (2006-2019). À Buenos Aires pendant quatre ans, elle a dirigé un séminaire de post-diplôme à la Escuela de Arte y Patrimonio de la Universidad de San Martín et mené avec Isabel Plante (UNSAM/CONICET) et le musée national des Beaux-Arts un projet de recherche sur la conservation des œuvres cinétiques (2022). En 2021, elle a élaboré avec les Archives nationales et le musée de Site et de Mémoire ESMA un projet sur l'enregistrement audiovisuel des crimes contre l'humanité (*Juger et filmer les crimes contre l'humanité – France, Argentine, Chili*) qui a pris la forme d'un cycle de projections et de discussions à l'Alliance française de Buenos Aires (20 avril-22 juin 2023) et d'une exposition au Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos de Santiago du Chili (6 septembre-10 décembre 2023).

- **Lucile Dessennes**, conservatrice-restauratrice de documents graphiques, Bibliothèque nationale de France

Lucile Dessennes est restauratrice du patrimoine à la Bibliothèque nationale de France, spécialisée dans le traitement des documents graphiques gouachés et en 3D. Après un mémoire consacré à des maquettes du fonds Art et Action du département des Arts du spectacle, elle est en charge de l'atelier de traitement des documents graphiques et des maquettes depuis 2005 et continue de s'intéresser aux conséquences des traitements de conservation-restauration sur ce type de documents. Ses publications détaillent ce thème ainsi que les altérations sur la gouache.

- **Pierre-Antoine Gatier**, architecte en chef des monuments historiques, inspecteur général des monuments historiques

Pierre-Antoine Gatier est architecte en chef des monuments historiques depuis 1990 et inspecteur général des monuments historiques depuis 2003. Il débute sa carrière dans les départements de la Marne et de la Haute-Marne. L'étude préalable des Halles de Reims (1929) ouvre son intérêt pour la conservation de l'architecture du xx^e siècle. Il poursuit cette recherche sur les patrimoines les plus récents dans les Alpes-Maritimes à partir de 1999. Son agence compte quarante collaborateurs, architectes, architectes du patrimoine, historiens de l'art, paysagistes qui participent à l'élaboration des projets de restauration et de mise en valeur de grands monuments comme le domaine de Chantilly (2005-2020), la Villa Médicis, la Bourse de commerce et l'Opéra-Comique à Paris. Il est aussi en charge du patrimoine de Saint-Pierre-et-Miquelon, La Réunion et Mayotte. Soucieux de transmettre son engagement sur les nouveaux patrimoines, il intervient dans les universités et colloques en France et à l'étranger. Il a été élu membre de l'Académie des beaux-arts en 2019.

- **Isabelle Scappazzoni**, conservatrice-restauratrice de livres et documents graphiques aux Archives nationales, expert technique à la Fédération nationale des experts spécialisés en art

Isabelle Scappazzoni, diplômée en conservation-restauration de biens culturels (master 2, Paris-I Panthéon-Sorbonne) depuis 2012, est conservatrice-restauratrice d'art graphique et livres. En 2009, elle a ouvert son atelier dédié au patrimoine écrit à Nanterre. Depuis 2004, elle travaille aussi aux Archives nationales. Diplômée en expertise des œuvres d'art (DU Paris-Panthéon-Assas) depuis 2022, elle est devenue expert technique auprès de la Fédération nationale des experts professionnels spécialisés en art (Fnepsa, qui fait partie de la Confédération européenne des experts en art) et membre du conseil d'administration et secrétaire générale. Elle est enfin coordinatrice du département des Restaurateurs, des Sauvetages et Traçabilités de la société ArtLegio.

17 h 15 – 17 h 45 « La participation des communautés à la restauration du patrimoine : le musée du Compagnonnage »

- **Virginie Tostain**, directrice du musée du Compagnonnage

Le compagnonnage désigne un paysage complexe de sociétés d'hommes et de femmes, liés par la pratique d'un métier, de rites initiatiques et un système de valeurs auxquelles la communauté s'identifie. Le compagnonnage, comme « réseau de transmission des savoirs et des identités par le métier », est inscrit à la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité depuis 2010. Le musée municipal du Compagnonnage (Tours) est Musée de France depuis 2003. Sa création en 1968 fut sous-tendue par le lien qui unissait son fondateur aux communautés compagnonniques. Il en résulte que les compagnons se sont toujours investis dans la vie du musée, à commencer par le dépôt massif de collections. Dans son PSC en cours d'écriture, le musée affirme sa position de « forum » d'une pratique bien vivante. Il souhaite placer les communautés au cœur des partenariats sur divers champs de compétences qui sont souvent l'apanage des institutions : documentation, animations, mécénat et conservation-restauration. Dans le domaine de la conservation-restauration, les niveaux de participation vont de la simple consultation à la co-intervention. Les compagnons sont en effet des « gens de métier », dont l'expertise, voire les gestes, viennent parfois compléter ceux des restaurateurs. C'est l'opportunité pour les compagnons de travailler activement à préserver leur patrimoine, dont la valeur d'usage est toujours active. En retour, ces projets permettent au musée de participer concrètement à la sauvegarde du patrimoine immatériel compagnonnique. Nous aborderons des exemples concrets de mise en œuvre de cette participation, notamment la restauration du casque de Paul Leseurre, réalisée conjointement par une restauratrice et des compagnons couvreurs : une première pour l'ensemble des acteurs en présence.

Virginie Tostain est attachée principale de conservation du patrimoine et titulaire d'un master de recherche en histoire médiévale et d'un master de régie des œuvres et médiation de l'architecture et du patrimoine. De 2012 à 2019, elle occupe un poste d'animatrice de l'architecture et du patrimoine et responsable du service Patrimoine à Grand Châtellerault (Vienne), qui gère la mise en œuvre du label « Pays d'art et d'histoire », la restauration du patrimoine mobilier et l'inventaire du patrimoine en partenariat avec la Région. Elle est co-auteur d'un ouvrage sur le théâtre à l'italienne de Châtellerault dans la collection « Visages du patrimoine de l'Inventaire » (*Châtellerault, Le*

Théâtre Blossac, Éditions Le Festin, 2018). Très attachée au patrimoine technique et aux musées de société, elle a rejoint le musée du Compagnonnage de la Ville de Tours en tant que directrice en 2019.

17 h 45 – 18 h 15 « Vers la patrimonialisation des pratiques et savoir-faire en conservation-restauration ? »

- **Isabelle Chave**, sous-directrice des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Par une forme de mise en abyme, les pratiques, les gestes et les savoir-faire de la conservation-restauration, contribuant fondamentalement à sauvegarder la substance et la matérialité du patrimoine, bâti ou mobilier, sont progressivement devenus, par eux-mêmes, composantes du patrimoine. La communication cherchera à dater et à contextualiser ce phénomène de transfert, à l'échelle française et internationale, en questionnant divers dispositifs, tels que le label « Entreprise du patrimoine vivant », l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel ou encore les Listes et le Registre instaurés par la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Ce faisant, elle s'interrogera sur les modalités de report des mécaniques de patrimonialisation des biens culturels : application de principes d'inventaire, mise en œuvre de critères de sélection et de reconnaissance, quête de protection juridique, désignation de personnes et d'organes ressources...

Isabelle Chave, diplômée de l'École nationale des chartes, de l'Institut national du patrimoine et de l'École pratique des hautes études, est nommée, en 2001, directrice adjointe des archives départementales de la Somme, puis directrice des archives départementales et conservatrice des antiquités et objets d'art des Vosges, puis, aux Archives nationales, responsable de projet au sein du chantier de Pierrefitte-sur-Seine, puis cheffe du département Exécutif et Législatif. En 2017, elle rejoint l'administration centrale du ministère de la Culture, comme adjointe au chef du département du Pilotage de la recherche et de la politique scientifique, notamment chargée du patrimoine culturel immatériel, puis comme cheffe du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental. Conservatrice générale du patrimoine, elle est, depuis octobre 2021, sous-directrice des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux à la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture.

SESSION 4 – Quelle place de la conservation-restauration dans la double transition écologique et numérique ?

➤ **Christophe Amsler**, président de séance

Christophe Amsler est diplômé en architecture de l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Son bureau, établi à Lausanne depuis 1982, œuvre dans l'ensemble de la Suisse romande. Christophe Amsler est l'auteur de nombreuses restaurations monumentales : cathédrale de Lausanne (en cours), collégiale de Neuchâtel (2004-2022), basiliques de Valère à Sion (1988-2022) et de Notre-Dame à Lausanne (en cours), château Saint-Maire à Lausanne (2011-2018), châteaux de l'Aile à Vevey (2005-2017) et de Grandson (en cours); il prépare actuellement un projet de conservation générale de l'amphithéâtre romain d'Avenches. On lui doit aussi la réhabilitation de plusieurs jardins historiques : le potager du château de Prangins pour le Musée national suisse (1987-1998), les allées Lullin au Creux-de-Genthod (2004-2008), les jardins des châteaux de Nyon (1994-2006), de l'Aile (2005-2017), de Grandson (en cours). Il enseigne également à l'université de Louvain la théorie de la restauration. Il a remporté de nombreuses mises au concours dans le domaine de l'architecture et est récipiendaire de plusieurs prix pour ses travaux.

9 h 20 – 9 h 50 « Réflexions sur la conservation des jardins patrimoniaux face au dérèglement climatique et à la perte de la biodiversité »

➤ **Jean-Michel Sainsard**, chargé de mission expertise parc et jardins, bureau de l'Expertise et des Métiers, sous-direction des Monuments historiques et des Sites patrimoniaux, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Les activités de l'homme entraînent ce que l'on appelle le changement climatique. Ce dérèglement du climat et la répétition de phénomènes extrêmes qui en découle entraînent une perturbation du milieu qui affaiblit la flore en place. Favorisés par ce changement de climat et par des échanges commerciaux internationaux sans précédent dans l'histoire, les bioagresseurs prospèrent sur des territoires grands comme l'Europe sans rencontrer d'opposition naturelle. À terme, tous ces facteurs conjugués risquent d'entraîner un appauvrissement, voire une disparition, de la biodiversité actuelle. La Charte de Florence nous rappelle que « Le jardin est une composition d'architecture dont le matériau est principalement végétal et donc vivant ». Dès lors, on s'interroge, notamment au ministère de la Culture, sur les actions et les gestions à mettre en place pour le conserver. Malgré les quelques dépérissements constatés, la majorité des jardins patrimoniaux résistent jusqu'à présent relativement bien à ces désordres climatiques. Si ces jardins ont conservé cette richesse à la fois patrimoniale et environnementale, c'est en grande partie dû aux bénéfices d'interventions mesurées et de gestions peu intensives au cours des siècles précédents qui ont permis de préserver le sol et les écosystèmes. Mais, depuis une cinquantaine d'années, nos méthodes d'interventions, qu'elles relèvent de la restauration, du projet contemporain ou de la gestion, tiennent moins compte du vivant. Or, nous le savons aujourd'hui, l'adaptation des jardins historiques au changement climatique ne pourra se faire qu'en préservant l'écosystème du lieu par des observations et des actions de terrain raisonnées.

Jean-Michel Sainsard est expert parcs et jardins à la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture au ministère de la Culture. Jardinier des domaines de l'État, il a travaillé de 1978 à 2004 aux domaines nationaux de Matignon, Champs-sur-Marne, La Malmaison et Compiègne. En 2004, il rejoint la direction de l'Architecture et du Patrimoine comme chargé de mission pour les parcs et jardins. Depuis 2010, il exerce les fonctions d'expert pour les parcs et jardins protégés au titre des monuments historiques à la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture. Il a rejoint l'équipe pédagogique du master 2 « Jardins historiques, patrimoine et paysage » à l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles.

9 h 50 – 10 h 20 « Le patrimoine littoral face à l'évolution du trait de côte : réflexions, expérimentations et prospectives »

- **Virginie Serna**, conservatrice générale à la mission de l'Inventaire général du patrimoine culturel, service du Patrimoine, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Du siffle-vent aux marinas, de l'abri du marin aux salines à en passant par les calanques, le four à goémon et le sentier des douaniers, le littoral dans ses objets complexes, ses paysages, son espace multiforme, sa gestion et sa gouvernance plurielle se pose en lieu de mémoire et d'innovation. Entité géographique, comme indiqué dans la loi Littoral du 3 janvier 1986, le littoral procède de formes géographiques, de séquences paysagères et de biens culturels, tous vulnérables et fragiles. Le contexte du changement climatique bouscule et réinterroge cet espace. Le trait de côte, limite séparant la terre et la mer par essence mobile, est le premier repère de cette dynamique du littoral, aujourd'hui accélérée. Notion juridique déployée très tôt, forme paysagère, ligne témoin, limite administrative, le dessin du trait de côte est aujourd'hui plus que jamais observé et cartographié. De nombreux programmes de recherche scientifique appellent à une connaissance fine de son tracé à venir et alertent depuis longtemps sur l'érosion des biens culturels. Comment se servir de ce savoir et de ces outils d'anticipation pour mieux appréhender, ensemble, la réflexion sur le patrimoine sur le littoral ? Des expérimentations sont en cours sur des espaces littoraux fragiles qui semblent fonctionner. Peut-on les convoquer pour le patrimoine bâti ? L'intervention n'a pas la prétention de couvrir cet immense champ de recherche ni de proposer des solutions. Elle tentera de dessiner des perspectives à la lumière d'expérimentations réalisées sur des sites complexes du littoral – les salins – entre nature et culture, afin d'appréhender de nouvelles façons d'accepter, définitivement, un littoral en changement.

Virginie Serna est conservatrice générale du patrimoine, docteure en archéologie médiévale et moderne de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, responsable d'opération archéologique subaquatique et aujourd'hui chargée de mission sur les Territoires de l'eau au ministère de la Culture. À la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture, mission de l'Inventaire général, elle veille à l'animation du réseau des chercheurs sur ces territoires, aux liens entre le ministère de la Transition écologique et le ministre de la Culture, au suivi des politiques publiques liées à l'eau (restauration de la continuité écologique des cours d'eau, stratégie nationale Mer et littoral 2023-2029, Conservatoire du littoral...). Elle coordonne le projet éditorial du *Vocabulaire du littoral*. Éluë en 2020 présidente du conseil scientifique de la Mission Val de Loire Unesco, membre du collectif « Vers un parlement de Loire », elle œuvre aujourd'hui à l'inclusion des savoirs nautiques ligériens à l'Inventaire national du patrimoine culturel immatériel.

10 h 40 – 12 h 10 TABLE RONDE « Habiter un monde fini : impact et opportunités de la transition écologique sur l'aménagement du cadre de vie »

Dès l'année 1972, le contenu du rapport Meadows nous appelait à cerner les limites de la croissance dans un monde fini. Un demi-siècle après le premier choc pétrolier, qui fit suite à la guerre du Kippour, les méga-investissements des sociétés pétrolières pour accroître leur capacité de production mettent toujours en péril l'atteinte des objectifs fixés par l'accord de Paris signé en 2015 par les représentants de 196 pays. En France, sous la présidence d'Emmanuel Macron, un ministère de la Transition écologique a succédé, en juin 2017, au ministère de l'Environnement. Il s'attache à construire et coordonner les politiques publiques en la matière. Si la sobriété est le maître mot, la maîtrise du réemploi, pour le cadre bâti, s'impose tout autant et des opportunités apparaissent. Les participants, tous architectes, à cette table ronde vont faire part et débattre de la façon dont ils les saisissent : **Anne Chavepayre** pour renouer avec le beau et le bon et orienter sa méthode de travail ; **Fabienne Couvert** pour restaurer les palais ferroviaires que sont les gares en conciliant confort des usagers et nouveaux usages des lieux ; **Gabriel Turquet de Beauregard** pour écrire un code des bonnes pratiques d'intervention sur le bâti existant allégé d'un univers normatif édicté pour les constructions neuves ;

Maël de Quelen pour faire état des démarches et dispositifs à mettre en œuvre afin d'anticiper les dégradations et d'intégrer les nouveautés techniques prenant en compte la préservation des ressources énergétiques.

- **Modération: Emmanuel Nebout**, architecte-conseil de l'État

Emmanuel Nebout fait partie du corps des architectes-conseils de l'État depuis 1996. Il est architecte DPLG depuis 1978 et titulaire des DEA de géographie urbaine et de sociologie urbaine. « Savoir-penser et savoir-faire » sont les maîtres mots de l'atelier d'architecture et d'urbanisme qu'il a créé à Montpellier en 1981, avec l'objectif de réunir dans le projet intellectuels et hommes de l'art pour cultiver les complicités et fonder la pluridisciplinarité des collaborations. Cette posture affirme le rôle social et culturel de l'architecte et l'implique naturellement dans les problématiques environnementales et territoriales. Emmanuel Nebout a enseigné, en tant que maître de conférences puis professeur, la théorie et la pratique du projet architectural à l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier de 2002 à 2022. Il est membre depuis 2011 de l'Académie d'architecture dont il a reçu, pour l'ensemble de son œuvre, la médaille d'honneur le 14 septembre 2023.

- **Anna Chavepayre**, architecte, cofondatrice associée du Collectif Encore

Anna Chavepayre, architecte franco-suédoise cofondatrice associée de l'agence Collectif Encore, développe une architecture qui revendique l'espace comme condition prioritaire à la liberté, tant d'usage et de diversité, que d'évolutivité ou d'innovation « car c'est là que se trouvent l'air, la lumière et les rencontres ». Anna Chavepayre conçoit des projets qui ne créent pas de frontière entre architecture et paysage et prennent en compte l'ensemble des participants, la richesse et la multiformité qu'ils impliquent ainsi que la valeur de tout ce qui leur préexiste. À une époque où ne devient souvent visible que ce qui est simplifié et binaire, elle valorise la complexité, les interactions et le lien social, les transformations et la modularité. Fervente défenseuse d'une ruralité réinventée, Anna a reçu le prix Kasper Salin 2018, la plus prestigieuse distinction architecturale suédoise décernée par l'ordre des Architectes suédois.

- **Fabienne Couvert**, directrice déléguée Architecture, agence AREP

Fabienne Couvert, après sa formation d'architecte à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, séjourne un an à Rome en 1995 en tant que pensionnaire architecte à la Villa Médicis pour approfondir son travail de recherche sur le musée d'architecture et poursuivre la réflexion sur la relation entre l'architecture, le patrimoine et l'usage. À son retour, elle fonde en 1996 l'agence d'architecture CXT avec Guillaume Terver avec qui elle est nommée pour le prix de la Première œuvre du Moniteur. En parallèle, elle rejoint l'agence AREP en 1998 où elle est depuis 2017 directrice de l'architecture. À travers son travail quotidien de recomposition des lieux du transport et d'intégration de leurs infrastructures, elle s'attache à faire réexister la gare dans son site par une conception ou une rénovation porteuse de l'identité du quartier.

- **Maël de Quelen**, architecte en chef des monuments historiques

Maël de Quelen est architecte en chef des monuments historiques depuis 2017, en charge des départements du Loir-et-Cher, de la Mayenne, des Yvelines, de l'Essonne, du 3^e arrondissement de Paris, de l'Aude et de l'Ariège. Elle réalise de nombreux schémas directeurs, projets et chantiers de restauration, de mise en valeur et de mise aux normes d'édifices classés, dont le château de Chaumont-sur-Loire, la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, le palais du Luxembourg, le château de Vendôme, le lycée militaire de Saint-Cyr, les cathédrales de Blois, de Laval et de Carcassonne, le musée d'Autun, et de nombreux châteaux et édifices religieux. Après avoir obtenu le diplôme d'architecte en 1998 à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine, elle obtient le titre d'architecte du patrimoine en 2005. Elle forge son expérience dans le domaine de la restauration de monuments historiques auprès des ACMH Thierry Algrin, Lionel Dubois et Benjamin Mouton avec lesquels elle collabore de 1998 à 2011, puis elle intègre le Sénat en tant qu'architecte des bâtiments et responsable des projets patrimoniaux de la Haute Assemblée, de 2011 à 2015, auprès de l'architecte en chef du Sénat Damien Déchelette. Elle fonde sa propre agence à Paris 2015.

- **Gabriel Turquet de Beauregard**, architecte des bâtiments de France, chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Maine-et-Loire

Gabriel Turquet de Beauregard, architecte diplômé de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine en 2008, intègre l'École de Chaillot la même année pour en ressortir diplômé deux ans plus tard. De 2008 à 2012, il travaille comme architecte collaborateur dans l'agence de l'architecte en chef des monuments historiques Christophe Amiot. Lauréat du concours d'architecte des bâtiments de France, il prend son premier poste en Haute-Corse comme chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) en 2013. En 2017, il est nommé chef de l'UDAP du Maine-et-Loire. À l'occasion de la création du Site patrimonial remarquable d'Angers et

de l'outil de gestion qui l'accompagne, le Plan de sauvegarde et de mise en valeur, un important travail auquel il a pu participer, a été réalisé pour donner à ce document d'urbanisme une dimension environnementale et notamment thermique.

12 h 10 – 12 h 50 « Enjeux contemporains des transitions écologique et numérique au service de la restauration »

- **Ann Bourgès**, ingénieure de recherche, responsable adjoint du groupe Objet, département Recherche, Centre de recherche et de restauration des Musées de France
- **Geneviève Pinçon**, responsable du Centre national de préhistoire, bureau de la Politique nationale des grottes ornées et des sites d'art rupestre

Avant même l'ouverture en 2022 de la crise énergétique mondiale, la France s'était engagée depuis 2020 dans une Stratégie nationale bas carbone. Comment est-elle mise en œuvre dans le domaine de la restauration, et peut-on appliquer les mêmes stratégies dans le patrimoine architectural et muséal que dans un patrimoine souterrain contraint par son environnement naturel ? Nous proposerons un échange mettant en parallèle ces patrimoines, amenant à repenser nos interventions de restauration et de conservation, ouvrant sur la prise en compte d'un environnement naturel changeant rapidement et interrogeant l'outil numérique comme un outil pour la conservation préventive. Ce dernier ouvre aussi à de nouvelles questions, celles de l'écologie du numérique, des politiques d'accès et de la simplification des outils qui restent encore un enjeu à développer. Nous mettrons en exergue la cohérence de nos métiers illustrée par nos exemples professionnels et les besoins indispensables de la recherche pour sauver et transmettre nos patrimoines dans ce contexte climatique prioritaire pour tous.

Ann Bourgès est ingénieure de recherche hors classe au Centre de recherche et de restauration des Musées de France (C2RMF). Elle a étudié la physique et l'archéométrie à l'université de Bordeaux et la conservation de l'architecture en terre à la CRATerre à Grenoble. De 2002 à 2005, elle a travaillé au Getty Conservation Institute à Los Angeles comme chercheuse associée dans les matériaux de construction où elle a mené différents projets sur la pierre et la détérioration de la terre crue, et s'est spécialisée en physique et mécanique des matériaux. En 2006, elle a obtenu son doctorat en minéralogie à l'université des géosciences à la Ludwig-Maximilians-Universität à Munich. Elle a travaillé comme ingénieure spécialisée dans la conservation de la pierre et la terre crue au Laboratoire de recherche des monuments historiques pendant treize ans et occupe à ce jour les mêmes fonctions au C2RMF. Ann Bourgès est aussi secrétaire générale d'ICOMOS France et y anime le groupe de travail Climat et Patrimoine ainsi que le WP6 Climat, interface et patrimoine du projet national de recherche Equipex+ Espadon. Elle anime enfin le groupe AFNOR sur la normalisation des biens culturels – matériaux inorganiques poreux du patrimoine culturel.

Geneviève Pinçon est directrice du Centre national de préhistoire, service de l'État en charge de la politique nationale des grottes pour le ministère de la Culture. Membre de l'UMR TEMPS 8068 et chargée de mission au musée d'Archéologie nationale, elle est spécialiste du paléolithique supérieur et de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'analyse de l'art rupestre, la conservation, le partage des connaissances et la valorisation des patrimoines. Responsable scientifique des recherches conduites sur le site magdalénien du Roc-aux-Sorciers (Vienne), elle pilote plusieurs projets d'application de la 3D et est membre de comités scientifiques au côté des élus pour la réalisation de centres d'interprétation (Chauvet 2, Cosquer Méditerranée). Spécialiste de l'information géographique, elle a coordonné la conception et la réalisation de l'*Atlas des patrimoines* au ministère de la Culture. Ses travaux l'amènent à collaborer au niveau national et international, les enjeux de l'archéologie apportant des ressources pour la compréhension des sociétés d'aujourd'hui dans leur contexte environnemental indissociable de l'étude et de la conservation des grottes ornées.

14 h – 14 h 30 « Entre poussière et pixel : conserver et numériser aux Archives nationales »

- **Ludivine Leroy-Banti**, restauratrice de documents graphiques aux Archives nationales

Aux Archives nationales comme ailleurs, la numérisation des fonds a remplacé la reproduction sur microfilms depuis le milieu des années 1990. La production de ces images a engendré des changements profonds au sein de l'institution et leur mise à disposition en ligne a révolutionné la manière dont les archives sont consultées, diffusées et valorisées. La numérisation permet de limiter la dégradation des documents originaux qui sont moins consultés et favorise ainsi leur conservation. Le développement de ces projets de numérisation a radicalement modifié les pratiques de conservation-restauration et l'organisation du travail au sein de l'atelier. Après plusieurs années difficiles, le département de la Conservation des archives a progressivement pris le tournant de la révolution numérique, loin d'être passagère. Par ailleurs, l'adoption d'outils numériques dans les ateliers de restauration a fait évoluer les pratiques d'un point de vue organisationnel, mais également du point de vue de la documentation des interventions. La meilleure prise en compte de la matérialité des documents, l'amélioration de la qualité des prises de vue et les possibilités toujours plus nombreuses qu'offrent les outils numériques poussent les conservateurs-restaurateurs à modifier les traitements et à mettre en œuvre des interventions moins invasives. Ces projets ont amené les équipes des Archives nationales à travailler de concert, en favorisant le dialogue entre les différents corps de métier et en créant des interactions enrichissantes.

Ludivine Leroy-Banti est conservatrice-restauratrice d'arts graphiques, diplômée en 2009. Elle a travaillé à son compte pendant deux ans puis dans un atelier de restauration et de reliure durant un an. Elle a rejoint les Archives nationales en 2012 en tant que restauratrice d'arts graphiques. En 2015, elle devient adjointe chargée de la numérisation au sein de l'atelier. Dans le cadre de ses missions, elle est chargée de mettre en relation la Direction des fonds et l'atelier de restauration et de coordonner les travaux de restauration avant numérisation.

14 h 30 – 16 h **TABLE RONDE** « Mobiliser les données de la recherche : Notre-Dame, un système d'information "monumental" »

La recherche sur le patrimoine mobilise autour des objets et des œuvres des disciplines aussi diverses que l'histoire de l'art, l'archéologie, l'ethnologie, le droit, la chimie, la physique ou les sciences du numérique. Elle constitue un domaine de recherche particulièrement dynamique en France et en Europe, auquel on donne le nom de « sciences du patrimoine » ou *heritage science*. Ses résultats contribuent chaque jour à une meilleure compréhension, conservation, restauration et transmission du patrimoine culturel matériel et immatériel, y compris dans leurs relations avec le patrimoine naturel. En 2019, suite à l'incendie de Notre-Dame de Paris et à la mobilisation spontanée des chercheurs, un important chantier scientifique a été conjointement mis en place par le Centre national de la recherche scientifique et le ministère de la Culture. Interinstitutionnel et interdisciplinaire, il rassemble plus de cent cinquante scientifiques organisés en neuf groupes de travail thématiques (pierre, bois/charpente, métal, verre, structure, décor, acoustique, émotions patrimoniales, numérique). Les données produites, essentiellement numériques, dont de nombreux relevés 3D, sont organisées au sein d'un ambitieux système d'information dont l'objectif est de rassembler la connaissance produite pour l'organiser, la conserver et la mettre à disposition du plus grand nombre. À la lumière de cette expérience, les échanges porteront sur la manière dont les données de la recherche peuvent être mobilisées au bénéfice de la restauration de cet édifice majeur et, plus largement, d'autres chantiers à venir.

- Modération : **Pascal Liévaux**, chef du département de la Recherche, de la Valorisation et du Patrimoine culturel immatériel, délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture

Pascal Liévaux, conservateur général du patrimoine, est responsable du département de la Recherche et de la Valorisation et du Patrimoine culturel immatériel et adjoint au chef de la délégation à l'Inspection, à la Recherche et à l'Innovation, au sein de la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture du ministère de la Culture. Docteur en histoire de l'art, il a enseigné à l'École de Chaillot qui forme les architectes du patrimoine. Dans le cadre de ses fonctions au ministère de la Culture, il contribue à la structuration des sciences du patrimoine, tant en France en associant dans des projets communs chercheurs académiques et professionnels du patrimoine, qu'en Europe, notamment par le biais de l'Initiative de programmation conjointe sur le patrimoine culturel (JPI CH) dont il assure la présidence depuis 2018. Il représente le ministère de la Culture au sein du projet européen E-RIHS dont l'objet est la mise en place d'une infrastructure distribuée pour l'analyse des matériaux du patrimoine.

- **Philippe Dillmann**, directeur de recherche à l'Institut de recherche sur les archéomatériaux, responsable du Laboratoire archéomatériaux et prévision de l'altération au CEA Paris-Saclay

Philippe Dillmann est directeur de recherche au CNRS, ingénieur en sciences des matériaux et spécialiste de l'étude des métaux anciens par des approches physico-chimiques. Depuis plus de 20 ans, il mène des recherches en sciences archéologiques et du patrimoine visant à comprendre les techniques et les savoir-faire de production des métaux, leurs modes d'échange, leur utilisation et leur réception dans les sociétés anciennes. Ses recherches portent également sur les mécanismes d'altération et la conservation des objets du patrimoine métallique, ainsi que sur la prédiction du comportement à long terme des matériaux utilisés par les sociétés contemporaines. Il a reçu la médaille d'argent du CNRS en 2020 et est co-coordonateur du chantier scientifique Notre-Dame de Paris du CNRS et du ministère de la Culture. Il a publié et co-publié plus de cent cinquante articles dans des revues internationales de rang A et édité plusieurs ouvrages scientifiques sur les matériaux du patrimoine.

- **Rémi Fromont**, architecte en chef des monuments historiques

Rémi Fromont est architecte, diplômé de l'École de Chaillot (2014, DSA architecture et patrimoine) et architecte en chef des monuments historiques depuis 2017. Au cours de sa formation, il a réalisé, avec Cédric Trentesaux, le relevé des charpentes gothiques de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Cette expérience lui a conféré une connaissance approfondie des charpentes de la cathédrale, disparues pendant l'incendie du 15 avril 2019. Au lendemain du sinistre, c'est cette connaissance qui lui a valu d'être appelé par Philippe Villeneuve, ACMH en charge de la cathédrale, pour l'assister dans les opérations de sécurisation et de restauration de la cathédrale. Depuis, Rémi Fromont œuvre au relèvement de l'édifice, aux côtés de Philippe Villeneuve et de Pascal Prunet.

- **Livio De Luca**, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, directeur de l'UMR CNRS/MCC MAP (Modèles et simulations pour l'architecture et le patrimoine)

Livio De Luca, architecte, docteur en ingénierie et HDR en informatique, est directeur de recherche au CNRS et directeur de l'UMR CNRS/MCC MAP (Modèles et simulations pour l'architecture et le patrimoine). Co-président du congrès international Unesco/IEEE/EG DigitalHeritage (Marseille 2013, Grenade 2015) et coordinateur d'actions scientifiques nationales et internationales, ses activités de recherche se concentrent sur le relevé, la modélisation géométrique et l'enrichissement sémantique de représentations numériques d'objets patrimoniaux, ainsi que sur la conception et le développement de systèmes d'information multidimensionnels. Ses travaux ont été récompensés en 2007 par le prix Pierre-Béziers de la Fondation Arts et Métiers, en 2016 par la médaille de la Recherche et de la Technique de l'Académie d'architecture, en 2019 par la médaille de l'Innovation du CNRS et en 2021 par la « Targa d'Oro » de l'Unione Italiana per il Disegno. Depuis 2019, il est coordinateur du groupe de travail « Numérique » du chantier scientifique Notre-Dame de Paris du CNRS et du ministère de la Culture.

- **Aline Magnien**, conservatrice du patrimoine, ex-directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques

Aline Magnien, docteure en histoire de l'art, conservatrice générale honoraire du patrimoine, a été de 2015 à 2023 directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH). À ce titre, elle a coordonné l'action menée au sein du Laboratoire pour la sauvegarde puis la restauration de la cathédrale Notre-Dame. Le LRMH a en effet été particulièrement impliqué dans toutes les phases d'études préalables aux actions de restauration proprement dites. Aline Magnien est également un des deux coordinateurs du chantier scientifique Notre-Dame nommés par le ministère de la Culture. Elle avait été, avant cela, de 2007 à 2015, responsable du service des Collections du musée Rodin et de 1994 à 2006, conservatrice au sein de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France. Dans ce service, régionalisé depuis 2007, elle a occupé différentes fonctions en Picardie et à Paris au sein du bureau de la Méthodologie et, enfin, a été cheffe du service régional de Picardie entre 2002 et 2006.

**« Changer notre regard sur la restauration :
renaturer la culture, reculturer la nature »**

L'interaction inextricable entre le patrimoine culturel et la nature est une tension constructive. Notre patrimoine représente un système dynamique, reflétant l'interaction séculaire des communautés avec l'environnement et leur adaptation. L'histoire gravée dans le patrimoine peut guider la création de communautés plus résilientes et durables. Promouvoir une pensée sauvage rétablit le lien entre les communautés, la nature et les paysages façonnés par l'homme. Cela implique l'utilisation de méthodes de restauration écoresponsables et innovantes. Nous devons encourager la coexistence harmonieuse entre la biodiversité et notre patrimoine bâti, ancien ou contemporain, tout en évaluant l'impact de la nature sur les matériaux du patrimoine, car elle peut les préserver ou les menacer. Dans ce dialogue entre culture et nature, la recherche scientifique est cruciale. Elle explore des méthodes vertes pour préserver le patrimoine culturel, ayant un impact positif sur la biodiversité et les paysages culturels. La recherche vise des méthodes de conservation efficaces, durables et sûres pour les matériaux, l'environnement et les opérateurs. La conservation préventive redéfinit le rôle des organismes vivants dans les espaces culturels, promouvant des pratiques responsables pour la protection des biens culturels sans produits nocifs, y compris l'utilisation de micro-organismes et organisme végétaux. Cette approche s'applique tant à la restauration de monuments historiques qu'à la conception de bâtiments du XXI^e siècle, favorisant l'économie circulaire. En conclusion, la préservation de notre patrimoine représente un défi où le passé et la nature collaborent pour façonner un avenir durable.

- **Modération: Vania Virgili**, directrice de la recherche technologique, Consiglio Nazionale delle Ricerche, Istituto di Scienze del Patrimonio Culturale, Rome

Vania Virgili est ingénieure de recherche, cadre à l'Institut pour les sciences du patrimoine du Centre national de la recherche (CNR) d'Italie. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences chimiques avec une spécialisation dans la caractérisation des matériaux du patrimoine culturel. Ses activités couvrent les domaines des sciences du patrimoine, des politiques de recherche et des dimensions et processus de l'innovation culturelle. Elle a contribué à la mise en place de l'infrastructure européenne de recherche pour les sciences du patrimoine E-RIHS et coordonne actuellement la phase de sa mise en œuvre. Elle est également *vice-chair* du conseil consultatif et scientifique de l'Initiative européenne de programmation conjointe sur le patrimoine culturel (JPI CH) et membre du comité scientifique du Réseau national des Maisons des sciences de l'homme (RnMSH).

- **Marie-Jeanne Jouveau**, architecte et urbaniste du patrimoine, agence CAPLA

Marie-Jeanne Jouveau, architecte diplômée de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine et de la Technische Universität de Dresde, s'est spécialisée dans l'intervention sur l'existant. Diplômée de l'École de Chaillot en 2011, elle fonde l'agence d'architecture CAPLA en 2012, qui travaille sur des projets de maîtrise d'œuvre, d'urbanisme réglementaire et de programmation sur monuments historiques. L'agence s'attache à mettre en valeur l'existant et avoir la plus faible empreinte environnementale possible. La lutte contre le changement climatique, l'adaptation du bâti aux nouvelles contraintes et la préservation de la biodiversité font partie de ses engagements. Marie-Jeanne Jouveau est également maîtresse de conférences associée à l'ENSA Paris-La-Villette dans le champ Sciences et Techniques pour l'architecture, notamment sur les questions de réhabilitation et de climat. Elle est par ailleurs secrétaire de l'association des Architectes du patrimoine, vice-présidente de l'association Architecture, urbanisme et patrimoine parisiens; elle participe aux travaux de réflexion du Groupe d'aménagement volontaire et est militante pour la lutte contre le changement climatique.

- **Roch Payet**, consultant en conservation préventive

Roch Payet, diplômé de l'Institut français de restauration des œuvres d'Art en 1983, a développé depuis lors une activité de restaurateur du patrimoine pour les musées et les monuments historiques notamment. De 2008 à 2015, il a été directeur des études du département des Restaurateurs à l'Institut national du patrimoine. Témoin de l'évolution des conceptions et des pratiques durant les quarante dernières années, il a successivement cofondé plusieurs associations professionnelles, dont la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration (FFCR) et la Confédération européenne des organisations de conservateurs-restaurateurs (ECCO). Il est un des premiers conservateurs-restaurateurs à avoir développé une activité d'assistant à maîtrise d'ouvrage et de consultant en conservation préventive, en combinant notamment ses compétences techniques avec les acquis

du master en évaluation des organisations de l'université Aix-Marseille. Dans ce cadre, il a été chargé du traitement anoxique de l'ensemble des collections du musée de Grenoble et du pilotage du transfert des collections des musées de Marseille vers les réserves de la Belle de Mai.

- **Bruno Phalip**, professeur émérite, université Clermont Auvergne

Bruno Phalip est professeur émérite à l'université Clermont Auvergne (CHEC USR 3550), spécialiste de l'archéologie du bâti et de l'histoire de l'architecture au Moyen Âge en Europe, Extrême-Orient et Moyen-Orient, et en histoire et pratiques de la restauration. Il est membre du groupe de travail Pierre du chantier scientifique Notre-Dame de Paris du CNRS et du ministère de la Culture depuis 2019.

- **Heather Viles**, professeur en biogéomorphologie et en conservation du patrimoine, School of Geography and the Environment, université d'Oxford

Heather Viles est professeur en biogéomorphologie et conservation du patrimoine à la School of Geography and the Environment, université d'Oxford. Ses recherches portent sur les interrelations entre les processus écologiques et géomorphologiques, ainsi que sur l'application de la science à la conservation du patrimoine, avec une attention particulière pour la connexion entre la nature et la culture. Elle dirige le Laboratoire des bâtiments et paysages résilients d'Oxford (OxRBL). En collaboration avec plusieurs partenaires, dont English Heritage et Historic England, elle plaide en faveur de solutions basées sur la nature pour le patrimoine, notamment le *soft capping* (recouvrement végétal naturel) des murs en ruine.

17 h 45 – 18 h CONCLUSION

- **Marie-Anne Sire, Catherine Chevillot, Michel Goutal et Christophe Amsler**, présidents des sessions.

Bibliographie de référence

Cette bibliographie-sitographie est proposée par les intervenants sollicités par les organisateurs.

« Genèse et évolution du cadre juridique : la pluralité des registres normatifs »

Marie Cornu

Marie Cornu, *Entretiens, le bien culturel et le droit*, Paris, Dalloz, coll. « Les sens du droit », 2023.

Jean-Pierre Bady, Marie Cornu, Jérôme Fromageau, Jean-Michel Leniaud, Vincent Négri (éd.), 1913, *Genèse d'une loi sur les monuments historiques*, Paris, La Documentation française – Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2013.

Marie Cornu, Noé Wagener, « L'objet patrimoine. Une construction juridique et politique ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2018, n° 137, vol. 1, p. 33-47.

« Les grandes étapes de l'évolution des pratiques de restauration patrimoniale »

Olivier Poisson

Françoise Choay, *Le Patrimoine en questions*, Paris, Éditions du Seuil, 2009.

Alain Schnapp, *La Conquête du passé*, Paris, La Découverte, 2020.

Jukka Jokilehto, *A History of Architectural Conservation*, Londres, Routledge, 2017.

« Évolution des pratiques de restauration du patrimoine urbain et paysager, en lien avec l'évolution des législations »

Pascal Planchet

Droit de l'urbanisme et protection du patrimoine, Paris, Le Moniteur, 2009.

Code pratique du Patrimoine et de l'intervention sur le bâti existant, Paris, Le Moniteur, 2018.

Chronique annuelle « Protection et mise en valeur du patrimoine culturel immobilier », *Analyse de l'actualité législative, jurisprudentielle et doctrinale depuis 2009*, Annuaire du GRIDAUH.

Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat, Paris, Le Moniteur, 2022.

« Regards croisés sur la notion d'authenticité dans les pratiques de restauration »

Simon Texier / Cécile Duvelle / Riccardo Giordano / Toshiyuki Kono / Adeline Rabaté

Pamela Jerome, « An Introduction to Authenticity in Preservation », *APT Bulletin* 39, n°s 2-3, 2008, p. 3-4.

Herb Stovel, « Origins and Influence of the Nara Document on Authenticity », *APT Bulletin* 39, n°s 2-3, 2008, p. 9-17.

Alejandro Martínez de Arbulo, « The Ship of Theseus: a Misleading Paradox? The Authenticity of Wooden Built Heritage in Japanese Conservation Practice », *Journal of Architectural Conservation*, vol. 29/2, 2023, p. 151-167.

Jorge Otero-Pailos, *Historic Preservation Theory. An Anthology. Readings from the 18th to the 20th Century*, Sharon, Design Books, 2023.

Lucie K. Morrisset, *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Chiara Bortolotto, « Le patrimoine immatériel et le tabou de l'authenticité : de la pérennisation à la durabilité », *Le Patrimoine immatériel au seuil des sciences sociales*, J. Csargo, C. Hottin et P. Schmit (éd.), Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 2020, en ligne : <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsmh.16377> [lien valide en novembre 2023].

Denis Guillemard, « Authenticité et patrimoine, l'immobilité changeante », *Nouvelle Revue d'esthétique*, 2018-1, n° 21, p. 21-29, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-revue-d-esthetique-2018-1-page-21.htm> [lien valide en novembre 2023].

Jean-Louis Luxen, « La dimension immatérielle des monuments et des sites avec références à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco », *Authenticité et intégrité dans un contexte africain*, Paris, Unesco, 2001.

Monumental, « Le patrimoine des années 1925-1935 », Paris, Éditions du Patrimoine/Centre des Monuments nationaux, 2018-2.

Monumental, « La Charte de Venise », Paris, Éditions du Patrimoine/Centre des Monuments nationaux, 2021-2.

Nathan Schlanger, Chloé Demonet, « Authenticité et intégrité des monuments historiques », 1913, *Genèse d'une loi sur les monuments historiques*, J.- P. Bady, M. Cornu, J. Fromageau, J.-M. Leniaud, V. Négri (éd.), Paris, La Documentation française – Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2013.

« Application des chartes au contexte africain. Le patrimoine mondial a-t-il figé des monuments évolutifs ? »

Régis Martin

Claire Bosc-Tiessé, Marie-Laure Derat (éd.), *Lalibela, site rupestre chrétien d'Éthiopie*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2019.

Régis Martin, *General Diagnosis, Architectural Feasibility Study and Preliminary Design, Rock Hewn Churches of Lalibela (Ethiopia). A UNESCO World Heritage Site (1978)*, Paris, Agence française de Développement, 2021.

Claire Bosc-Tiessé, Abebaw Ayalew, Delphine Burlot, Céline Maujaret-Guiné, Adrien Gaillard, Sigrid Mirabaud, Jean-didier Mertz, David Giovannacci, Blen Taye Gemed, Romain Mensan, *From Research to Practice, An Integrated Approach to Conservation, Restoration and Cultural Enhancement in Lalibela*, 2021 [rapport d'étude commandé par Expertise France sous tutelle conjointe du ministère de la Culture et du Sport (Éthiopie), du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France) et du ministère de la Culture (France)].

« D'une réforme à l'autre : la place nouvelle des maîtres d'ouvrage dans la chaîne patrimoniale »

Anne Embs / Albéric de Montgolfier

Jean-Pierre Bady, Marc Sanson, *Réflexions et propositions pour une politique nationale du patrimoine (État, collectivités territoriales et secteur privé)*, déposé le 1^{er} novembre 2002 à la Cour des comptes, URL : <https://www.vie-publique.fr/rapport/25718-reflexions-et-propositions-pour-une-politique-nationale-du-patrimoine-e> [lien valide en novembre 2023].

Yann Gaillard, *Projet de loi de finances pour 2003 : Culture et communication*, Rapport général n° 68 (2002-2003), t. III, annexe 6, déposé le 21 novembre 2002, Sénat, URL : <https://www.senat.fr/rap/l02-068-36/l02-068-36.html> [lien valide en novembre 2023].

Sabine Drexler, *Garantir au patrimoine un avenir*, Rapport d'information n° 210 (2021-2022), déposé le 24 novembre 2021, Sénat, URL : <https://www.senat.fr/rap/r21-210/r21-210.html> [lien valide en novembre 2023].

« Objets mobiliers qui servent, qui jouent, qui flottent ou qui naviguent... La conservation et la restauration à l'épreuve de l'usage »

Judith Kagan / Manuel Lalanne / Hélène Lebédél-Carbonnel / Christian Lutz / Åsa Tillman

Patrimoine culturel en mouvement – Immobile, mobile ou déplacé, Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe NIKE, Bundesamt für Kultur BAK, ICOMOS Suisse (Hg.), 2012.

C. Marchant (éd.), *Patrimoines en mouvement – Entre préservation et dévotion*, actes du colloque international des 27 et 28 avril 2017, Institut royal du patrimoine artistique (IRPA), Bruxelles, ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 2019.

Gilbert Poinot, « La restauration des buffets d'orgues en Alsace (Grand Est) », *Monumental*, 2011-1 (« L'objet monument historique – Protection, conservation, restauration et présentation »), Paris, Éditions du Patrimoine/Centre des Monuments nationaux, p. 72.

Roland Gatier, « L'incendie de la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Nantes – Le grand orgue », *Monumental*, 2021-1 (« Chantiers / Actualités »), Paris, Éditions du Patrimoine/Centre des Monuments nationaux, p. 81.

Regards sur le patrimoine maritime, fluvial et balnéaire, Actes des journées des conservateurs des antiquités et objets d'art de France, Le Croisic, 27-29 septembre 2018, Arles, Actes Sud, 2019.

Christophe Bourel Le Guilloux, Manuel Lalanne, *Bateaux monuments historiques en Nouvelle-Aquitaine. Entretenir et restaurer les bateaux en métal*, DRAC Nouvelle-Aquitaine, 2023, URL : <https://www.calameo.com/read/000023247b9256ecb4aa7> [lien valide en novembre 2023].

Christophe Bourel Le Guilloux,
Manuel Lalanne, *Bateaux monuments historiques en Nouvelle-Aquitaine. Restauration et entretien des bateaux en bois*, DRAC Nouvelle-Aquitaine, 2022; URL :
<https://www.calameo.com/read/0000232472effe8a10c75> [lien valide en novembre 2023].

Ariane Dor, Nadège François, « La restauration des textiles (protégés) monuments historiques en Midi-Pyrénées, bilan et perspectives », *Restaurer les objets mobiliers en Occitanie, Patrimoines du sud*, n° 6, 2017, p. 22-52.

Catherine Penez (éd.), *Regards sur le patrimoine religieux. De la sauvegarde à la présentation*, Arles, Actes Sud, 2000.

Gaspard Salatko, « Restaurer ou réparer les objets culturels ? La biographie sensible du Christ d'Espalion », *Ethnologie française*, 2014, vol. 44, n° 1, p. 157-164.

Ove Hidemark, Per Edström, Birgitta Schyberg (et al.), *Drottningholm Court Theatre – Its advent, fate and preservation*, Stockholm, Bygghuset, 1993.

Barbro Stribolt, *Scenery from Swedish Court Theatres*, Stockholm, Stiftelsen Drottningholms Teatermuseum, 2002.

Drottningholms Slottsteater backstage :
<https://vimeo.com/manage/videos/291460936>
[lien valide en novembre 2023].

« La restauration des monuments au regard de leurs usages »

Pascal Mignerey / Anne-Laure Garaïos /
Séverine Lepape / Sophie Masse / Didier Repellin

Thierry-Nicolas Tchakaloff, Bernard Leveneur, *Maison Rouge historique, Maison française du meuble créole*, mai 2000 [étude non publiée].

Prosper Eve, *Histoire d'une renommée. L'aventure du caféier à Bourbon/La Réunion, des années 1710 à nos jours*, Saint-Denis, La Réunion, CRESOI / Océan Editions, 2006.

Albert Lougnon, *L'île Bourbon pendant la Régence : Desforges-Boucher, les débuts du café*, Paris, Larose, 1956.

Damien Berné, Séverine Lepape (éd.), *Le Moyen Âge mis en lumière : parcours et collection du musée de Cluny*, Paris, Editions Liénart, 2022.

Séverine Lepape, « Une réouverture attendue », *Revue des Musées de France*, 2022, n° 4, p. 8-12.

Elisabeth Taburet-Delahaye (éd.), *Musée de Cluny : Architectures*, Paris, Éditions de la RMN, 2022.

Philippe Hénault (éd.), *Les Grands Ensembles, une architecture du XX^e siècle*, Paris, éditions Dominique Carré, 2011.

Granz Graf (éd.), *La Cité du Lignon. 1963-1971. Étude architecturale et stratégies d'intervention*, Gollion, Editions Infolio, 2012.

Jean-Bernard Cremnitzer,
« La patrimonialisation des grands ensembles : le quartier de l'Abreuvoir à Bobigny (Seine-Saint-Denis), œuvre d'Émile Aillaud », *In Situ*, [En ligne], 47, 2022, URL :
<http://journals.openedition.org/insitu/34729>
[lien valide en novembre 2023].

Didier Repellin, Étienne Tricaud,
Nicolas Cheval, « La toiture de scène du théâtre antique d'Orange », *Monumental*, 2007-2, p. 50-53.

« Doit-on restituer pour assurer la lisibilité et la conservation d'un site archéologique ? Le temple de Mercure au Puy-de-Dôme et le quartier El Born à Barcelone, deux partis de présentation aux publics »

Jean-Olivier Guilhot / Marc Aureli Santos

Sébastien Bully, Christian Sapin (éd.), « Présentation et mise en valeur des sites archéologiques religieux en milieu urbain », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre*, [En ligne], hors-série n° 3, 2010, URL : <https://doi.org/10.4000/cem.11334> [lien valide en novembre 2023].

Jean Terrier, « L'aménagement de sites archéologiques accessibles au public en contexte urbain : la politique adoptée par le canton de Genève », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre*, hors-série, n° 3, 2010, URL, <https://doi.org/10.4000/cem.11379> [lien valide en novembre 2023].

Manel Guàrdia, José Luis Oyón, *Memòria del Mercat del Born*, Barcelone, Ajuntament de Barcelona, 2017.

Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique, ICOMOS, 1990, URL : https://www.icomos.org/images/DOCUMENTS/Charters/arch_f.pdf [lien valide en novembre 2023].

Orientations de Salalah pour la gestion des sites archéologiques ouverts au public, ICOMOS, 2017 ; URL : https://www.icomos.org/images/DOCUMENTS/Charters/GA2017_6-3-3_SalalahGuidelines_FR_adoptees-15122017.pdf [lien valide en novembre 2023].

« Tradition, innovation, développement durable : quels matériaux et quelles techniques pour la conservation-restauration des biens culturels demain ? »

Isabelle Pallot-Frossard / Yveline Huguet /
Éléonore Kissel / Olivier Morel /
Bertrand Sainte-Marthe / Klaas Jan van den Berg

Pascal Liévaux, Isabelle Pallot-Frossard (éd.), *Fondation des sciences du patrimoine. Un patrimoine pour l'avenir, une science pour le patrimoine*, [En ligne], actes du colloque 15 et 16 mars 2022, Paris, 2022. URL : <https://hal.science/hal-03796130%20> [lien valide en novembre 2023].

Pascal Deynat, « Racloirs, râpes et polissoirs en peau de raie », *Espèces*, vol. 49, septembre à novembre 2023, p. 24-31.

Stéphanie Leclerc-Caffarel, Frédérique Servain-Riviale, « Un contenant en algue de Tasmanie de l'expédition d'Entrecasteaux (1791-94) identifié au musée du quai Branly », *Journal de la Société des Océanistes*, [En ligne], n° 152, 2021. URL : <https://journals.openedition.org/jso/12633> [lien valide en novembre 2023].

Céline Daher, Nikolaus Stolle, Éléonore Kissel, Fabrice Sauvagnargues, Laurianne Robinet (et al.), « A Multi-Technical Study of Native North American Objects Dating from the 17th to 19th Centuries », *Actes de la 5^e conférence internationale sur l'Innovation dans la recherche en art et technologie*, [En ligne], 28 juillet 2022, URL : https://inart2022.sciencesconf.org/data/pages/InArt2022_livret_final_online_version2.pdf [lien valide en novembre 2023].

Olivier Morel, « La restauration de la turbine et des défibreurs Bergès à Lancey (Isère). Entretien avec Olivier Morel », *Archéologie industrielle*, n° 47, 2005.

Chloé Perrot, Olivier Morel, « Entretien avec Olivier Morel, restaurateur des matrices métalliques du département des Estampes et de la Photographie », *Nouvelles de l'estampe*, [En ligne], n° 269, 2023, URL : <http://journals.openedition.org/estampe/4440> [lien valide en novembre 2023].

Alain Beltran, Morel O. « Les machines à froid de la Bourse de Commerce à Paris », *Cilac*, n^{os} 74-75, « Patrimoine industriel », juin-déc. 2019, p. 20-43.

Klaas Jan van den Berg, Aviva Burnstock, Matthijs de Keijzer, Jay Krueger, Tom Learner, Gunnar Heydenreich, Alberto de Tagle (éd.), *Issues in Contemporary Oil Paint*, Springer International Publishing Switzerland, 2014.

Aviva Burnstock, Klaas Jan van den Berg, Judith Lee, Bronwyn Ormsby, « Challenges in Research: Connecting Scientific Analysis with Conservation Practice », *Conservation of Modern Oil Paintings*, Klaas Jan van den Berg (et al.), Springer-Nature International Publishing Switzerland, 2019, p. 1-10.

Ilaria Bonaduce, Celia Duce, Anna Lluveras-Tenorio, Judith Lee, Bronwyn Ormsby, Aviva Burnstock, Klaas Jan van den Berg, « Conservation Issues of Modern Oil Paintings: a Molecular Model on Paint Curing », *Accounts of Chemical Research*, 52(12), 2019, p. 3397-3406.

« Les défis de la restauration des bétons »

Elisabeth Marie-Victoire

Elisabeth Marie-Victoire, Myriam Bouichou, Teddy Congar, Romain Blanchard, « Concrete Cultural Heritage in France: inventory and State of Conservation », *Concrete repair, rehabilitation and retrofitting IV: Proceedings of the 4th international conference on concrete repair, Rehabilitation and Retrofitting (ICCRRR-4)*, Leipzig, Germany, 5-7 October 2015, Londres, Taylor & Francis, p. 343-350.

Elisabeth Marie-Victoire, Emmanuel Cailleux, Annick Texier, « Carbonation and Historical Buildings Made of Concrete », *Journal de physique IV, Proceedings of NUCPERF 2006: Corrosion and long term performance of concrete in NPP and waste facilities, Cadarache, France, 27-30 March 2006, EFC Event 284*, vol. 136, nov. 2006, p. 305-318.

Elisabeth Marie-Victoire, Véronique Bouteiller, Myriam Bouichou (et al.), « Concrete of Tomorrow: Corrosion Performances in Marine Environment », *Concrete solutions 2022: Proceedings of the 8th International Conference on Concrete Repair, Durability & Technology, Leeds, 1-13 July 2022, EDP sciences, MATEC Web of Conferences*, vol. 361, p. 255-262.

« L'évolution des pratiques en conservation-restauration des textiles »

Patricia dal-Prà

Changing Views of Textile Conservation, Los Angeles, Getty Conservation Institute, 2011

Ariane Dor, Nadège François, « La restauration des textiles (protégés) monuments historiques en Midi-Pyrénées, bilan et perspectives », *Patrimoines du sud*, n° 6 (« Restaurer les objets mobiliers en Occitanie »), 2017, p. 22-52.

Maria-Anne Privat-Savigny, « Vers une restauration scientifique des textiles anciens », *Techné*, n° 41, 2015, Paris, C2RMF, p. 65-70.

« La conservation des biens culturels éphémères ou sujets à l'obsolescence technique »

Gilles Barabant / Cécile Dazord / Lucile Dessennes / Pierre-Antoine Gatier / Isabelle Scappazoni

Alain Depocas, John Ippolito, Catlin Jones (éd.), *L'Approche des médias variables, la permanence par le changement*, New York, The Salomon R. Guggenheim Foundation ; Montréal, Daniel Langlois Foundation for Art, Science, and Technology, 2003.

Alison Braker, Alison Richmond (éd.), *Conservation. Principles, Dilemmas and Uncomfortable truth*, The Board of trustees of the V&A Museum, Londres, Routledge, 2009 [2e éd., 2011].

Cécile Dazord, « Conserver à l'ère du consommable », *Techné*, n° 37, 2013, Paris, C2RMF, p. 10-19.

Cécile Coutin, « Décorateur ou scénographe, la fabrique du décor », *Revue d'histoire du théâtre*, n° 285, 2020-2021, p. 145-158.

Raphaëlle Rolland, *L'Envers du décor: conserver l'éphémère? Étude et conservation-restauration d'une maquette moderne de décor de ballet de Bernard Daydé, Bacchus et Ariane, 1967*, Bibliothèque – Musée de l'Opéra, Paris. Étude de gels eau/solvants pour le retrait des traces de rubans auto-adhésifs, mémoire, Saint-Denis, Institut national du patrimoine, département des Restaurateurs, 2013.

Nicole Wild, « Confection des décors », *Décors et costumes du XIX^e siècle*, t. I et II, Paris, Bibliothèque nationale de France, 1987.

Pierre-Antoine Gatier, « L'éphémère ». *La restauration du pavillon éphémère du Cameroun pour l'exposition coloniale de 1931, la pagode du bois de Vincennes*, intervention dans le cadre du Festival de l'histoire de l'art, Fontainebleau, 31 mai 2013 [non publié].

Pierre-Antoine Gatier, « Matériaux de la modernité et conservation d'une architecture éphémère », *La Revue de l'art*, n° 194, 2016, p. 107-110.

« Réflexions sur la conservation des jardins patrimoniaux face au dérèglement climatique et à la perte de la biodiversité »

Jean-Michel Sainsard

Stéphanie de Courtois, Denis Mirallié, Jean-Michel Sainsard, « Le jardinier et le projet : pour une adaptation aux changements climatiques », *Actes du colloque Historic Gardens and Climate Change Recommendations for Preservation*, Potsdam, 2014, p. 118-121.

Jean-Michel Sainsard, « Le jardinier ne sort pas d'une graine », *Que deviennent les jardins historiques?*, Actes du colloque de Sceaux en 2018, p. 77-85.

Jean-Michel Sainsard, « Le jardinier et la charte des jardins historiques », *Monumental*, 2021-2 (« La Charte de Venise »), Paris, Éditions du Patrimoine / Centre des Monuments nationaux, p. 70-73.

« Le patrimoine littoral face à l'évolution du trait de côte : réflexions, expérimentations et perspectives »

Virginie Serna

Marie-Claire Prat, Yannick Lageat, Teddy Auly, *Le Littoral. Paysages et dynamiques naturelles*, Bordeaux, Éditions Confluences, 2014.

François Léger, Raphaël Mathevet, Patrick Bazin, Pascal Cavallin, *Éléments de réflexion à propos de la « libre évolution » sur les sites du Conservatoire du littoral*, note du conseil scientifique du Conservatoire du littoral, février 2021 [non publié].

Cerema, *Évaluation prospective des enjeux affectés par le recul du trait de côte*, [En ligne], 2019, URL : <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/connaissance-du-trait-cote> [lien valide en novembre 2013].

« Habiter un monde fini : impact et opportunités de la transition écologique sur l'aménagement du cadre de vie »

Emmanuel Nebout / Anna Chavepayre /
Fabienne Couvert / Maël de Quelen /
Gabriel Turquet de Beauregard

La Maison Hourié, série documentaire
« Home », saison 2, épisode 1, Apple TV,
36 min, juin 2022, URL :
<https://tv.apple.com/fr/episode/france--la-maisonhourié/umc.cmc.h3zj2peb6fiwa36jtgxy3pei?showId=umc.cmc.5xjrgobl5l5i1ypamtayuh>
[e9](https://tv.apple.com/fr/episode/france--la-maisonhourié/umc.cmc.h3zj2peb6fiwa36jtgxy3pei?showId=umc.cmc.5xjrgobl5l5i1ypamtayuh) [lien valide en novembre 2023].

Anna Chavepayre, collectif Encore « Nous sommes le paysage », conférence de la série *Les Entretiens de Chaillot*, 11 octobre 2021, Cité de l'architecture & du patrimoine, URL : <https://youtu.be/LLJEmcnCl-E?si=OpINpEjZDiUFwlf> [lien valide en novembre 2023]

Isabelle Régnier, Anna Chavepayre, « Anna Chavepayre, architecte : “Notre démarche consiste à accepter tous les espaces tels quels” », *Le Monde*, 21 juin 2019, URL : https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/06/21/anna-chavepayre-architecte-notre-demarche-consiste-a-accepter-tous-les-espaces-tels-quels_5479897_3246.html [lien valide en novembre 2023].

Benjamin Mouton, *Sens et renaissances du patrimoine architectural*, Paris, Éditions des Cendres / Cité de l'architecture & du patrimoine, 2018.

Yves-Marie Froidevaux, *Techniques de l'architecture ancienne – Construction et restauration*, Bruxelles, Éditions Mardaga, 2001.

Georges Duval, *Restauration et réutilisation des monuments anciens*, Bruxelles, Éditions Mardaga, 1990.

David Wright, *Manuel d'architecture naturelle*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2004.

Julien Berger, Julien Berton, Louis Bourru, Julien Burgholzer, Florentine Janvier, Sihem Tasca-Guernouti, *Le Projet BATAN : Modélisation du comportement thermique du bâtiment ancien avant 1948*, rapport de synthèse, février 2011, URL : <https://www.rehabilitation-bati-ancien.fr/espace-documentaire/batan-modelisation-du-comportement-thermique-du-batiment-ancien-1948> [lien valide en novembre 2023].

« Enjeux contemporains des transitions écologique et numérique au service de la restauration »

Ann Bourgès / Geneviève Pinçon

Ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture, *Manuel des bonnes pratiques dans les sites ornés en milieu souterrain*, Paris, ministère de la Culture, 2021, URL : <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Ressources-documentaires/Etude-et-conservation-des-grottes-ornees-et-sites-d-art-rupestre/Manuel-des-bonnes-pratiques-dans-les-sites-ornes-en-milieu-souterrain> [lien valide en novembre 2023].

Priscilia Barbuti, Oscar Fuentes, Stéphane Konik, Geneviève Pinçon, « Le relevé interdisciplinaire d'art pariétal paléolithique en trois dimensions : intérêt, méthode et premiers résultats », *Humanités numériques*, [En ligne], n° 7, 2023, URL : <https://doi.org/10.4000/revuehn.3410> [lien valide en novembre 2023].

Aurélien Verney-Carron, Loryelle Sessegolo, Roger-Alexandre Lefèvre, Peter Brimblecombe, « Modelling the Alteration of Medieval Stained Glass as a Function of Climate and Pollution: Comparison between Different Methodologies », *Heritage*, 2023, vol. 6, p. 3074-3088. URL : <https://doi.org/10.3390/heritage6030164> [lien valide en novembre 2023].

L'Avenir de notre passé: Engager le patrimoine culturel dans l'action pour le climat, ICOMOS, 2019. URL : https://openarchive.icomos.org/id/eprint/2452/1/ICOMOS_CCHWG_FutureofourPasts_final_F.R.pdf [lien valide en novembre 2023].

« Entre poussière et pixel : conserver et numériser aux Archives nationales »

Ludivine Leroy-Banti

Lucie Moruzzis, *Les écrits restent. Stratégies et pratiques de conservation matérielle des documents reliés depuis le XV^e siècle*, thèse de doctorat sous la dir. de C. Bénévent et M. Walsby, Université PSL / EPHE / École nationale des chartes, 2023.

Manon Lavaut-Gomez, Ludivine Leroy-Banti, « Utilisation d'une machine de découpe en conservation-restauration », *Support/Tracé*, n° 17, 2017, p. 154-158.

Valérie Lee (*et al.*), « Les outils de l'apprentissage profond au service de l'évaluation et de la conservation des archives », *Conservation-restauration des biens culturels*, n° 38, 2022, p. 7-16.

« Mobiliser les données de la recherche : Notre-Dame, un système d'information "monumental" »

Pascal Liévaux / Philippe Dillmann / Rémi Fromont / Livio De Luca / Aline Magnien

Philippe Dillmann, Pascal Liévaux, Aline Magnien, Martine Régert, *Notre-Dame de Paris. La science à l'œuvre*, Paris, Le Cherche Midi, 2022.

Maxime L'héritier, Aurélia Azéma, Delphine Syvilay, Emmanuelle Delqué-Kolic, Lucile Beck, Ivan Guillot, Mathilde Bernard, Philippe Dillmann, « Notre-Dame de Paris: The First Iron Lady? Archaeometallurgical Study and Dating of the Parisian Cathedral Iron Reinforcements », *PLoS ONE*, 18-3, 2023, URL : <https://hal.science/hal-04035855> [lien valide en novembre 2023].

François de Mazières, Mireille Grubert (éd.), *Le Relevé en architecture ou l'éternelle quête du vrai*, Paris, Lieux dits / Cité de l'architecture & du patrimoine, 2011.

Benjamin Mouton, *Sens et renaissances du patrimoine architectural*, Paris, Éditions des Cendres / Cité de l'architecture & du patrimoine, 2018.

Livio De Luca, « A Digital Ecosystem for the Multidisciplinary Study of Notre-Dame de Paris », *Journal of Cultural Heritage*, Special Issue « Notre-Dame de Paris: A Multidisciplinary Scientific Site », Elsevier, octobre 2023, URL : <https://doi.org/10.1016/j.culher.2023.09.011> [lien valide en novembre 2023].

Ariane Néroutidis, Thomas Pouyet, Sarah Tournon, Miled Rousset, Marco Callieri, Adeline Manuel, Violette Abergel, Olivier Malavergne, Isabelle Cao, Roxane Roussel, Xavier Granier, Xavier Rodier, Livio De Luca, « A Digital Platform for the Centralization and Long-Term Preservation of Multidisciplinary Scientific Data Belonging to the Notre Dame de Paris Scientific Action », *Journal of Cultural Heritage*, Special Issue « Notre-Dame de Paris: A Multidisciplinary Scientific Site », Elsevier, 10 novembre 2023. URL : <https://doi.org/10.1016/j.culher.2023.09.016> [lien valide en novembre 2023].

Antoine Gros, Anaïs Guillem, Livio De Luca, Élise Baillieul, Benoît Duvocelle, Olivier Malavergne, Lise Leroux, Thierry Zimmer, « Faceting the Post-Disaster Built Heritage Reconstruction Process within the Digital Twin Framework for Notre-Dame de Paris », *Scientific Reports*, vol. 13 (« Nature »), avril 2023. URL : <https://doi.org/10.1038/s41598-023-32504-9> [lien valide en novembre 2023].

« Changer notre regard sur la restauration : renaturer la culture, reculturer la nature »

Vania Virgili / Marie-Jeanne Jouveau / Roch Payet / Bruno Phalip / Heather Viles

Thomas Strang, « A Review of Published Temperatures for the Control of Pest Insects in Museums », *Collection Forum*, Canadian Conservation Institute, 1992, p. 41-67.

Michèle Gunn, « La désinsectisation des biens patrimoniaux par la chaleur », *La Lettre de l'OCIM*, n° 138, 2011, p. 41-47.

Ministère de la Culture, Henri-Luc Camplo, *Spécial JEP : château d'Espeyran, patrimoine et protection de la biosphère*, [En ligne], URL : <https://www.culture.gouv.fr/Actualites/Special-JEP-chateau-d-Espeyran-patrimoine-et-protection-de-la-biosphere> [lien valide en novembre 2023].

Bruno Phalip, « Le “printemps silencieux” des monuments, les milieux scientifiques de la restauration et la biosphère », *Les Cahiers de Framespa*, [En ligne], n° 40, 2022, URL : <https://doi.org/10.4000/framespa.12840> [lien valide en novembre 2023].

Bruno Phalip, « Les monuments historiques dans les espaces urbains peu denses : des réservoirs de biodiversité à protéger », *Anthropocène 2050, l'École urbaine de Lyon*, mars 2020, URL : <https://medium.com/anthropocene2050/les-monuments-historiques-dans-les-espaces-urbains-peu-denses-des-r%C3%A9servoirs-de-biodiversit%C3%A9-%C3%A0-c7a61bace802> [lien valide en novembre 2023].

Bruno Phalip, « Pourquoi il faut “réensauvager” les monuments historiques », *The Conversation*, [En ligne], juin 2018, URL : <https://theconversation.com/pourquoi-il-faut-reensauvager-les-monuments-historiques-97576> [lien valide en novembre 2023].

Bruno Phalip, « Le monument végétalisé ou la biodiversité acceptée et maîtrisée », *Conservation-restauration et environnement. Adaptons nos pratiques!*, 10^{es} Journées professionnelles de la conservation-restauration, organisées par la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture en partenariat avec la Cité de l'architecture & du patrimoine et l'Institut national du patrimoine, Paris, 25 et 26 mars 2021. URL de la vidéo de l'intervention (à partir 01 :08 :35): <https://youtu.be/HmLyoGDaR14> [lien valide en novembre 2023].

Jenny Richards, Elizabeth L. Cooke, Martin Coombes, Johan Jones, Heather Viles, « Evaluating the Robustness of Nature-Based Solutions: Future Resilience of Sedum-Based Soft Capping as a Conservation Approach for Heritage Sites in Britain and Ireland », *Physical Geography*, 11 mai 2023, URL : <https://doi.org/10.1080/02723646.2023.2212422> [lien valide en novembre 2023].

Martin Coombes, Heather Viles, « Integrating Nature-Based Solutions and the Conservation of Urban Built Heritage: Challenges, Opportunities, and Prospects », *Urban Forestry & Urban Greening*, vol. 63, 2021, URL : <https://doi.org/10.1016/j.ufug.2021.127192> [lien valide en novembre 2023].

C. Wood, A. Cathersides, H. A. Viles, « Soft Capping on Ruined Masonry Walls », rapport de recherche d'*Historic England*, vol. 88, 2018, URL : <https://historicengland.org.uk/research/results/reports/7547/SoftCappingonRuinedMasonryWalls> [lien valide en novembre 2023].

Riccardo Pozzo, Andrea Filippetti, Mario Paolucci, Vania Virgili, « What does Cultural Innovation stand for? Dimension, Processes and Outcomes of a new Innovation Category », *Science and Public Policy*, vol. 47-3, juin 2020, p. 425-433. URL : <https://doi.org/10.1093/scipol/scaa023> [lien valide en novembre 2023].

Riccardo Pozzo, Vania Virgili, « Community Readiness for Local COVID-19 Management », *Frontiers in Research Metrics and Analytics*, vol. 5, 2020, URL : <https://doi.org/10.3389/frma.2020.602200> [lien valide en novembre 2023].

Vania Virgili, « Patrimonio culturale resiliente: il contributo della ricerca e dell'innovazione », *Building Back Better: idee e percorsi per la costruzione di comunità resilienti*, F. Esposito, M. Russo, M. Sargolini, L. Sartori, V. Virgili (éd.), Rome, Carocci Editore, p. 91-98.

**Organisation à la direction générale des Patrimoines
et de l'Architecture :**

Comité de pilotage :

BOURA Frédérique	GATIER Pierre-Antoine	NGUYEN Thi-Phuong
BUFFA Géraud	GIORDANO Riccardo	PALLOT Éric
CHAVE Isabelle	KAGAN Judith	PETIT Marie-Laure
CLARKE DE DROMANTIN Xavier	LEBÉDEL-CARBONNEL Hélène	PIEL Caroline
CRIBELLIER Christian	LE CHANU Patrick	PONSOT Patrick
CUEILLE Sophie	LE MÉE Isabelle-Cécile	RIAMOND Pierre-Jean
DELHOUME Didier	LÉVY Violette	SAUNIER Bruno
DROGUET Vincent	LIÉVAUX Pascal	SÉNÉCHAL Fabien
EMBS Anne	MARTIN Régis	SIRE Marie-Anne
FENDRICH Fabienne	MARTINET Lily	SOLIGNAC Philippe
FORLIVESI Luc	MIGNEREY Pascal	
GALEY Bertrand-Pierre	MOUZARD Thomas	

Coordination :

LIÉVAUX Pascal
ROCHA Julien

Mise en page et relecture :

MEYER Nathalie, assistée de LEPAGNOL Claire
ROCHA Julien

*Archives—Patrimoine
scientifique—Patrimoine
naturel—Patrimoine
industriel—Patrimoine
culturel immatériel*

Les entretiens du patrimoine 28—29— 30 nov. 2023

www.culture.gouv.fr

**RESTAURER LE PATRIMOINE
AU XXI^E SIÈCLE**

Après dix ans de pause, le ministère de la Culture entreprend le retour des Entretiens du patrimoine, un grand colloque sur trois jours qui permet à tous les acteurs du patrimoine culturel de débattre d'une question située au cœur de leurs activités. Ce lieu d'échanges a souvent inspiré l'évolution des politiques publiques et des pratiques professionnelles en France.

Cette rencontre exceptionnelle réunit plus de soixante spécialistes français et étrangers et se déroule dans l'auditorium Claude Lévi-Strauss du musée du quai Branly-Jacques Chirac. L'ensemble des interventions est accessible gratuitement en retransmission directe sur Internet.

Cette année, la thématique choisie est celle de la restauration des patrimoines à l'heure de la double révolution verte et numérique. Comment les pratiques actuelles ont-elles évolué sur les plans législatifs et doctrinaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Quelles techniques et quels matériaux ont été mis en œuvre pour faire des éléments hérités du passé des ressources d'avenir en leur donnant une nouvelle vie ? En quoi les incidences profondes du changement climatique et des innovations numériques sur les modes et méthodes d'intervention peuvent-elles être considérées comme une chance pour le patrimoine culturel ?

De nombreux exemples français et internationaux concernant tous les domaines patrimoniaux, matériels et immatériels, permettent de prendre une intéressante distance critique, et une large place est laissée aux débats avec les publics pour nourrir davantage les discussions.

Organisation :

Ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines et de l'Architecture